

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## «Une paix durable est possible dans le cadre d'une nation stable»

«Américains, Allemands et Français nous traitent avec une mauvaise foi triomphante»

par Olivier Delacrétaz, Lausanne

Américains, Allemands et Français nous traitent avec une mauvaise foi triomphante. A peine conclus, nos accords bancaires et fiscaux, difficilement obtenus et généralement à notre détriment, sont remis en question avec une agressive désinvolture. On nous en demande toujours plus en nous offrant comme seule contrepartie de ne pas nous demander davantage. Et à chaque fois, nous cédon, trop contents à droite, trop honteux à gauche, d'avoir osé traîner les pattes pendant quelques mois.

Nous avons si bien pris le pli qu'il nous arrive de céder préventivement, sans qu'on ne nous ait rien demandé, comme lors de la création d'une absurde fondation humanitaire avec l'or de la Banque nationale en 1997 ou de l'adoption unilatérale du *Cassis-de-Dijon* en 2010. Cette dernière décision, dispensant les importateurs de respecter les exigences qui s'appliquent à nos producteurs, annonçait la suite.

La mécanique qui a conduit où nous en sommes est simple. Dans notre monde manichéen, l'essentiel est de faire partie du camp des bons. C'est le seul critère: les gentils indignés contre le méchant Ben Ali, les gentils Kosovars contre les méchants Serbes, les gentils Palestiniens contre les méchants sionistes, les gentils francophones contre les méchants Zurichois.

Si vous vous préparez à mal agir, veillez donc à sembler bon. Et veillez plus encore à noircir la réputation de votre victime, l'idéal étant qu'elle soit elle-même convaincue de sa propre abjection. C'est ce qui arrive à la Suisse. Nous avons intégré l'idée que nous sommes du côté des méchants, embusqués de la seconde guerre mondiale, profiteurs dépourvus de toute solidarité européenne et mondiale, banquiers fraudeurs et marchands d'armes sans aveu.

Est-ce l'effet d'une communication particulièrement efficace? La prospérité nous a-t-elle abrutis? Compensons-nous, par un retour de balancier psychologique, la certitude qui fut longtemps la nôtre d'être les favorisés de la Providence? Ce qui est sûr, c'est que notre comportement de chien couchant dispense nos ennemis de tout remords: comment vouloir du bien à un peuple qui pense du mal de lui-même?

Dans l'ordre international ainsi moralisé, tout est bon contre le mauvais. A l'égard de la Suisse, le respect du droit et des engagements signés, la bonne foi, le sens des proportions n'ont aucune raison d'être. La fin morale légitime les moyens amoraux.

De fait, il n'y a pas de vilénie à laquelle nos ennemis ne recourent en toute bonne conscience: le soupçon généralisé, la délation et l'incitation à la délation, le vol et l'incitation au vol organisée au plus haut niveau

politique et reconnue publiquement, le chantage caractérisé, les abus de droit, les insultes, les menaces physiques sur les familles.

Dans l'ensemble, nos autorités ne sont pas à la hauteur. Elles contraignent la Suisse à la pénitence politique. Alors qu'il leur appartient de faire respecter la Confédération et son indépendance, elles la bradent de toutes les manières. La Convention avec la France sur les successions n'est que le dernier d'une suite d'abandons. Au lieu de défendre le droit suisse et les droits des citoyens suisses, le Conseil fédéral autorise des banquiers à rompre leurs engagements de discrétion envers leurs clients et à trahir leurs propres employés auprès de l'administration américaine.

Son excuse est que la ruine de ces trop grands établissements ferait trop de dégâts: les banques sont *too big to fail*. En français, une entreprise *too big to fail* n'est rien d'autre qu'un Etat dans l'Etat. Nos autorités acceptent l'existence de l'Etat bancaire dans l'Etat fédéral. Elles contribuent à faire primer ses intérêts sur le bien commun.

Céder pour faire une fin? Il n'y aura pas de fin, pas même une pause. La volaille est grasse et consentante, découpons-la! Oui, découpons le chapon capon! Après la chute du mur qui nous libérait de l'«équilibre de la terreur», et dans la perspective progressiste consubstantielle à la démocratie moderne, la

classe politique s'est persuadée que la paix et l'unité mondiales étaient à portée de main. L'ordre international se ferait naturellement, comme le prolongement de l'ordre interne des nations.

C'était négliger les différences fondamentales qui séparent le national et l'international.

*Une paix durable est possible dans le cadre d'une nation stable*, dont les parties sont liées par une histoire commune et soumises à une autorité reconnue, garante de l'intégrité territoriale, de l'autonomie du droit et de la protection des personnes et des biens. C'est aussi le cas, non sans un certain nombre de complications qui nous contraignent à la neutralité, de notre Confédération d'Etats cantonaux.

En revanche, dépourvu d'unité religieuse, linguistique, morale et juridique, privé d'une autorité supérieure qui ait les moyens de le concevoir mais aussi de le garantir, ce qu'on appelle aujourd'hui l'ordre international n'est que l'équilibre provisoire et territorialement circonscrit des forces politiques en présence. Cet ordre fragile et constamment menacé, miné et cerné par cent conflits de tout genre, est une accalmie miraculeuse au milieu des tempêtes qui sont le lot ordinaire de l'humanité. En ce qui nous concerne, l'accalmie fut longue. Elle est terminée. •

Source: *La Nation* n° 1948 du 24/8/12

## Les Révolutions non-violentes: sont-elles instrumentalisées par les Etats-Unis?

par Albert A. Stahel, Institut d'Etudes stratégiques, [www.strategische-studien.com](http://www.strategische-studien.com)

Le 10 octobre 1998, l'organisation OTPOR (la résistance) a été créée dans l'ancienne République fédérale de Yougoslavie.<sup>1</sup> Beaucoup de ses membres étaient des étudiants et membres de la nomenclature de

la République fédérale de Yougoslavie. Les membres d'OTPOR ont analysé les points faibles du régime de *Slobodan Milosevic* et ont établi un plan stratégique à l'aide duquel ils voulaient renverser le régime. Au début, l'agitation d'OTPOR se limitait à l'Université de Belgrade. Pendant la guerre aérienne de l'OTAN «Allied Force», il n'y avait pas d'activités d'OTPOR. Début 2000, les activités contre le régime ont recommencé. Pendant les élections du mois de septembre 2000 en Yougoslavie, l'opinion contre Milosevic a été attisée par des slogans tels que «Gotov Je» (il est fini) ou «Vreme Je» (il est temps).<sup>2</sup> Le 5 octobre 2000, Milosevic a été renversé. Pendant cette année, OPTOR a mis en action tous les moyens tactiques d'agitation politique. Milosevic a été ridiculisé, des barrages routiers ont été montés, des boycotts proclamés, l'adversaire a été dérouter par de fausses informations et des bâtiments publics ont été occupés. La communication entre les différents groupes s'effectuait à l'aide d'Internet.

Plus tard, il a été révélé que, pour définir leur stratégie, les membres d'OTPOR s'étaient appuyés sur un livre écrit par *Gene Sharp*,<sup>3</sup> un pacifiste américain ayant fait des études en sciences politiques. Si l'on examine attentivement cet ouvrage, on s'attend d'abord à un manuel sur la pratique révolutionnaire, mais il s'agit plutôt d'un traité théorique de la pensée stratégique. Seule l'annexe, avec une liste des méthodes d'actions non-violentes, contient des instructions concrètes concernant les activités à entreprendre contre une dictature.<sup>4</sup> Concernant ces méthodes, Sharp se réfère à son

ouvrage de l'année 1973. Le glossaire est également très intéressant, particulièrement en ce qui concerne le jiu-jitsu politique.<sup>5</sup> A l'aide de ce jiu-jitsu, il est possible de continuellement répondre à la répression violente de la dictature par une résistance non-violente au lieu de contre-violence. L'appareil répressif est discrédité à l'aide de médias internationaux.

A l'aide des notes bibliographiques de *Gene Sharp*, on découvre qui est le véritable pionnier de la stratégie moderne de la résistance non-violente, à savoir le Britannique *Adam Roberts*. Il a promu au cours des années soixante-dix du siècle dernier, en raison de la résistance non-violente des citoyens de la Tchécoslovaquie contre l'occupation de leur pays par les divisions du Pacte de Varsovie en 1968, la résistance non-violente comme la seule réponse efficace à l'occupation d'un pays par une puissance étrangère.<sup>6</sup> Déjà à cette époque, Roberts a décrit dans ses opuscules la tactique de la résistance non-violente dont Sharp a parlé beaucoup plus tard. Il s'agit notamment des «Methods of Persuasion, of Non-Cooperation and of Intervention».<sup>7</sup> Les premières directives concrètes pour l'agitation tactique contre une dictature ont cependant été décrites par l'ami et collaborateur de *Karl Marx*, *Friedrich Engels* dans son essai «L'insurrection»: «L'insurrection est un calcul avec des variables très incertaines dont l'importance peut changer de jour en jour...».<sup>8</sup>

Après la chute de Milosevic, la question s'est posée, de savoir qui avait financé OTPOR et l'agitation coûteuse. En novembre 2000, dans un article paru dans le *New York*

*Times Magazine*, le journaliste *Roger Cohen* a donné des informations concernant les financiers d'OTPOR. Selon Cohen, OTPOR a apparemment obtenu de l'argent de la *National Endowment for Democracy* (NED), de l'*International Republican Institute* (IRI) et de l'*US Agency for International Development* (USAID). Alors que la NED et IRI étaient proches de l'administration Clinton de ce temps-là, USAID fait aujourd'hui encore partie de l'administration fédérale des Etats-Unis. Déjà en septembre/octobre 1989 (donc avant le lancement des attaques aériennes *Allied Force*), *Paul B. McCarthy* du NED aurait rencontré l'équipe dirigeante d'OTPOR dans la capitale de Monténégro, Podgorica et en Hongrie, à Szeged et Budapest.<sup>9</sup>

L'équipe dirigeante d'OTPOR (*Srdja Popovic* et *Ivan Marovic* entre autres) a tenté, après la chute de Milosevic, de transformer l'organisation en un parti politique. Suite au petit nombre de voix qu'OTPOR a obtenu lors des élections législatives de 2003, le coup n'a pas réussi.<sup>10</sup> Mais les activistes d'OTPOR auraient aussi été financés de l'étranger par la suite. Ainsi, Popovic a obtenu un engagement comme Visiting Scholar au *Harriman Institut* de la Columbia University. Ces pensées idéologiques ont continué de gagner du terrain. Des écrits sur la mise en œuvre d'une révolution à la mode OTPOR ont été rédigés. En outre, on a publié le film «How to Start a Revolution» avec Popovic comme un des acteurs.<sup>11</sup> On prétend que les manifestations et révolutions suivantes ont été organisées selon le modèle OTPOR.<sup>12</sup>

### Sommaire

«La Suisse devrait jouer un rôle de médiatrice.» Interview du conseiller national Geri Müller page 2

Seule une attitude clairement défensive contre les «pseudo-événements» est utile page 3

Singapour comme pacificatrice et force modératrice en Extrême-Orient page 6

La politique «extérieure» en matière de santé (PES) du Conseil fédéral page 8

La Suisse libre est un modèle pour l'Allemagne page 9

La police américaine est maintenant «entraînée par le DHS israélien» page 10

## «La Suisse devrait jouer un rôle de médiatrice»

«Pour empêcher la guerre en Syrie, il faudrait que la Suisse propose des négociations entre tous les partenaires de la région»

Interview du conseiller national Geri Müller



Conseiller national Geri Müller. (photo mad)

thk. L'exigence d'intervenir militairement de l'extérieur contre la Syrie rappelle des souvenirs quant à l'atmosphère qui régnait juste avant la guerre d'agression de l'OTAN, qui a eu lieu en violation du droit international et sous la direction des Etats-Unis, contre la République de Serbie qui était un Etat souverain et membre de l'ONU. A l'époque, on avait lancé cette guerre de conquête suite aux mensonges concernant les droits de l'homme avec comme objectif de réduire la Serbie à l'âge de la pierre par des tapis de bombes et d'ériger une nouvelle base militaire sur le territoire du Kosovo.

Cette guerre de l'OTAN et de ses alliés fut une violation du droit international; c'était une guerre d'agression planifiée et mise à exécution.

Depuis cette guerre du Kosovo, l'Occident semble utiliser la théorie du chaos dans toutes les régions en guerre ou en crise, tant sur le terrain que dans sa propagande. En ce qui concerne la Syrie, plus personne ne s'y retrouve.

Dans une telle situation, c'est un bienfait d'avoir des gens qui s'en tiennent au droit international et s'engagent pour trouver une solution négociée en Syrie.

Le conseiller national Geri Müller, membre du parti des Verts et des Commissions de politique extérieure et de la politique de sécurité du Conseil national, s'exprime dans l'interview qui suit sur la situation au Proche-Orient et sur le rôle que pourrait jouer la Suisse neutre dans cette affaire.

Horizons et débats: La situation en Syrie est confuse. Il apparaît de plus en plus que tout ce désordre provient de l'extérieur. Qu'en pensez-vous?

Geri Müller: La Syrie se trouve depuis longtemps sur la liste de l'«Axe du mal». Depuis

de nombreuses années, la Syrie est provoquée, voire attaquée par des forces occidentales qui sont la plupart du temps opposées à la Russie et à l'Iran. Il y a eu des révoltes populaires en Syrie comme dans d'autres pays. Elles étaient, en partie, pacifiques, mais pas toujours. Toutefois, il y a de forts indices indiquant que ces révoltes ont aussi été manipulées de l'extérieur. On cherche à détruire l'alliance entre Damas et Téhéran.

Quelles seront les conséquences pour l'Iran si l'Occident intervient militairement pour renverser Assad?

Depuis sa révolution de 1979, l'Iran se sent constamment menacé. Cela se comprend. Depuis 1712, ce pays n'a plus jamais agressé personne, mais fut lui-même plusieurs fois attaqué et occupé. Autrefois, par l'Empire colonial anglais, puis, après la Seconde Guerre mondiale, il perdit l'Azerbaïdjan au profit de l'URSS, les Américains ont mit en place le schah par deux fois, et dans les années 80, l'Iran perdit 2 millions de citoyens dans la guerre contre l'Irak, qui était soutenue par les Etats-Unis et des Etats européens. En ce qui concerne la Syrie, il n'y a rien de nouveau. Et il en va toujours des réserves de pétrole, qui pour l'instant se dirigent vers la Chine.

Quelle importance ce conflit attisé a-t-il pour la Russie?

La Russie doit bien réfléchir à la stratégie envisageable, car elle n'a plus la force d'antan, celle qu'elle avait avant la suppression du rideau de fer, et de ce fait elle doit vraiment réfléchir pour trouver la meilleure façon de maintenir sa sphère d'influence à l'avenir. Est compris dans cette sphère l'accès à la mer Méditerranée, mais aussi au monde arabe. Ce dernier est actuellement bloqué, du fait de l'agression unilatérale de l'Occident contre la Syrie. Il est de première importance que l'Occident comprenne qu'il ne peut pas faire valoir à lui seul un droit sur cette région.

Il y a quelques semaines, on avait l'impression que la Turquie s'engageait de plus en

plus dans ce conflit. Est-ce toujours le cas? Quelles sont là les intentions de la Turquie? La Turquie doit bien réfléchir au rôle qu'elle veut tenir. La Turquie est une puissance régionale ayant des relations jusqu'à la frontière chinoise, voire même jusqu'en Chine où se trouvent des populations turkmènes. Cela lui donne une forte position de médiation. Autrement dit, elle y a une importance, elle n'est pas seulement un organe de conseil.

Il y a en Syrie de nombreuses questions délicates à maîtriser. D'une part les heurts avec les Kurdes, qui ont une grande importance pour eux. A cela, il faut ajouter ceux intérieurs à l'Islam, où la Turquie cherche à imposer une troisième forme de la religion, soit une laïcisation qui se rapprocherait de la religion sunnite, alors qu'en Syrie les deux branches de l'Islam, la sunnite et la chiïte, se sont affrontées par elles-mêmes ou influencées de l'extérieur.

Il y a encore une troisième question: en tant que membre de l'OTAN de quel côté se tient-elle, normalement elle devrait se tenir du côté américain ou européen. Mais ce n'est pas clair. Dans la question syrienne, il y a un flou.

La semaine dernière a couru la nouvelle que les Etats-Unis, mais surtout la France et la Grande-Bretagne voulaient intervenir en Syrie pour y établir des zones de protection.

C'est avant tout l'intention de la France et de la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis ne s'impliquent pas. Ils ont fourni des armes par la CIA, mais s'en tiennent là. On doit se souvenir que cette région fut sous l'influence de la France et de la Grande-Bretagne, et donc avec un potentiel de conflits. Ces deux pays sont fortement impliqués dans le conflit actuel. Il faut ajouter que Sarkozy, pendant sa présidence, avait invité Assad à faire partie du Conseil méditerranéen, ce que n'avaient pas apprécié les Anglais, d'où une situation conflictuelle entre les deux pays. Il y a maintenant la volonté d'intervenir affichée de François Hollande. On peut se souvenir qu'il avait affirmé, pendant la campagne électorale, que la France désirait y défendre

ses intérêts. C'est comme en Libye: l'accès au pétrole. Certes, la Syrie n'en a pas, mais son voisin l'Iran. C'est une affaire particulièrement délicate. On se souvient que la France avait hébergé l'Ayatollah Khomeini en tant que réfugié.

Quelles seraient les conséquences pour la région d'une intervention militaire de l'Occident, c'est-à-dire de l'OTAN, ou d'une «alliance des volontaires»?

L'intervention a déjà eu lieu il y a belle lurette. Plusieurs pays y participent. C'est pourquoi je dis clairement qu'au cas où toute cette situation devait aboutir devant la Cour internationale de justice, on ne pourra pas y amener que le gouvernement et les rebelles, mais aussi tous ceux qui ont tiré les ficelles pour créer la situation actuelle. C'est-à-dire tous les services secrets tels le MI6, la CIA, le SIS ou ceux des Saoudiens etc.

Si cela devait déboucher sur une guerre ouverte, tant le Liban qu'Israël seraient confrontés à de graves conséquences. Mais aussi la Turquie, qui, de ce fait, reste en retrait. Je constate qu'on demande de la retenue sur le plan diplomatique. Si l'incendie devait s'étendre, comme c'est le cas en Libye, où non seulement le pays mais aussi le Sahel occidental est en flammes, alors même qu'on y détient relativement peu d'armes. Mais toute la région, du Caucase du Sud jusqu'au Sinaï, regorge d'armes, et une guerre ouverte aurait des conséquences terribles.

Quel rôle la Suisse neutre pourrait-elle jouer?

Elle devrait se présenter comme médiatrice. Cela ne peut certainement pas être le rôle de la Suisse de participer aux rencontres dites «d'après-guerre». Empêcher le déclenchement d'une guerre dans cette région signifie donc que la Suisse devrait offrir des négociations entre tous les partenaires de la région. Y compris la Russie et l'Iran. Tous les pays concernés doivent s'asseoir à la table, mais pas les agents d'autres pays.

Monsieur le Conseiller national, nous vous remercions de cet entretien.

### «Les Révolutions non-violentes ...»

suite de la page 1

- *Kmara* en Géorgie a été partiellement responsable de la chute du président *Eduard Schewardnaze*,
- *Pora* (partie de la Révolution orange) avec des manifestations en Ukraine,
- *Zbur* en Biélorussie, avec des manifestations contre le président *Alexander Lukaschenko*,
- *Oborona* en Russie, avec des manifestations contre le président *Vladimir Poutine*,
- *KelKel* au Kirghizistan, a participé au renversement du président *Askar Akayev*,
- *Bolga* en Ouzbékistan, avec des manifestations contre le président *Islam Karimov*.

Il est tout à fait possible qu'un certain nombre de ces manifestations et insurrections ont également été financées par les organisations américaines susmentionnées.<sup>13</sup>

Dans la foulée de la répression d'une grève d'ouvriers du 6 avril 2008, un mouvement de jeunes, dénommé *le 6 avril* a été créé en 2008 en Egypte. Les partisans de ce groupe ont été conseillés par des militants d'OTPOR à Belgrade et ils ont repris le logo d'OTPOR.<sup>14</sup> Conformément aux instructions et conseils reçus, on a organisé en 2011 la révolution égyptienne et occupé la place Tahrir. Il n'est pas impensable que la première phase des révoltes en Tunisie, en Libye et en Syrie aie aussi été planifiée selon la tactique d'OTPOR.

Jusqu'à présent, les révolutions réussies n'ont pas seulement abouti au renversement du pouvoir sur place. Suite aux putschs et aux révolutions tunisiennes et libyennes, les structures étatiques et les administrations se sont également effondrées. Ainsi, ces deux pays sont actuellement presque acéphales et désorientés et leur état correspond à celui

des «Etats en déliquescence». Mais, de tels Etats ne sont plus en mesure de faire face aux influences de pays tiers. Compte tenu du financement ainsi que des références répétées concernant le «maître à penser» Gene Sharp, il est imaginable que les Etats-Unis ont instrumentalisé certaines manifestations et révoltes pour leurs objectifs.

(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> OTPOR! (2012). Wikipedia. <http://en.wikipedia.org/wiki/Otpor!> p. 2, 15/8/12

<sup>2</sup> OTPOR! (2012). Wikipedia; p. 5

<sup>3</sup> Sharp, G. (1993). From Dictatorship to Democracy. En allemand: Von der Diktatur zur Demokratie. Ein Leitfadens für die Befreiung. Traduit de l'anglais par Andreas Wirthensohn. Editions C.H. Beck. «Tages-Anzeiger» (17/2/11). Wie man einen Diktator stürzt: Eine Anleitung auf 93 Seiten. [www.tagesanzeiger.ch/21758820/print.html](http://www.tagesanzeiger.ch/21758820/print.html), 17/8/12

<sup>4</sup> Sharp, G. (1993). pp. 101–108

<sup>5</sup> Sharp, G. (1993). pp. 116/117

<sup>6</sup> Roberts, A. (1972), *Total Defence and Civil Resistance, Problems of Sweden's Security Policy*. The Research Institute of Swedish National Defence, FOA P Rapport C8335/M, Stockholm

<sup>7</sup> Roberts, A. (1972). p. 132

<sup>8</sup> Stahel, A.A. (1987). *Terrorismus und Marxismus, Marxistisch-Leninistische Konzeptionen des Terrorismus und der Revolution*. ASMZ, *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*, Huber & Co. AG, Frauenfeld, p. 29.

<sup>9</sup> OTPOR! (2012). Wikipedia, p. 6

<sup>10</sup> OTPOR! (2012). Wikipedia, p. 9

<sup>11</sup> OTPOR! (2012). Wikipedia, p. 10

<sup>12</sup> OTPOR! (2012). Wikipedia, p. 12

<sup>13</sup> OTPOR! (2012). *Geplante Revolutionen*. <http://schnittpunkt2012.blogspot.ch/2011/05/otpor-geplante-revolutionen.html>. p. 3, 15/8/12

<sup>14</sup> Hermann, R. (2011), *Revolution nach Plan, Protestbewegung in Ägypten*. *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 15/2/11, pp.1–4. [www.faz.net/aktuell/politik/arabische-welt/protestbewegung-in-aegypten-revolution-nach-plan-1589885.html](http://www.faz.net/aktuell/politik/arabische-welt/protestbewegung-in-aegypten-revolution-nach-plan-1589885.html), 17/8/12

## Le Davos de la Russie

### Poutine et Kissinger peuvent s'entendre sur la Syrie

par M.K. Bhadrakumar, spécialement pour le RIR (Russia & India Report)

Il faut savoir qu'il y a un rapprochement remarquable entre la position de la Russie sur la Syrie et l'opinion personnelle de Kissinger sur le thème du «printemps arabe».

Jeudi [21 juin], l'ancien ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, *Henry Kissinger*, attendu en Russie depuis longtemps, a rencontré le président *Vladimir Poutine* à l'occasion du *Forum économique international de Saint-Petersbourg* (aussi appelé «Le Davos de la Russie»).

L'énergie est l'un des principaux thèmes de la conférence de Saint-Petersbourg, et «*Kissinger Associates Inc.*», une société de consultation, ne peut pas rater une occasion si importante pour aider ses clients à trouver des partenaires stratégiques et des opportunités d'investissement.

Apparemment, la Russie ouvre son secteur de l'énergie à la participation étrangère de manière sans précédent, et la Russie est actuellement une des économies les plus croissantes du monde. (D'ailleurs, un autre participant à la conférence de Saint-Petersbourg est *He Guoqiang*, membre permanent du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, qui dirige la puissante Commission centrale de contrôle de la discipline<sup>1</sup> (*Central Commission for Discipline Inspection*)).

Kissinger était «attendu depuis longtemps», parce que n'ayant pas encore rencontré M. Poutine depuis son retour au Kremlin en tant que Président pour son troisième mandat. Les deux hommes d'Etats ont toujours maintenu, au fil des années, une relation ami-

cale et personnelle; cela semble être utile pour arrondir un peu les coins rugueux dans les relations russo-américaines. Kissinger a évidemment un arrière-plan très profond en termes de relations soviéto-américaines, et il pourrait insérer une bonne dose de réalisme dans la pensée actuelle des Etats-Unis.

Le cadre est également saisissant. Au fil des années, la stratégie de Poutine en politique étrangère s'est considérablement élargie, et il suffit de dire qu'aujourd'hui, elle est expurgée, dans son essence, de toute idéologie ou de tout dogme, et qu'elle est plutôt devenue un effort déterminant pour faire de la Russie un Etat fort.

En tant que tacticien intelligent, il est continuellement à la recherche d'opportunités, et comme il a une compréhension hautement exercée, il n'a pas peur des défis.

Sa façon préférée de travailler sans cesse pour les intérêts russes et de les défendre vigoureusement, consistera essentiellement en une recherche d'équilibre entre les «grands acteurs» dans un monde polycentrique, tandis que la Russie demeure stratégiquement un acteur indépendant. Kissinger et lui auraient beaucoup de choses en commun.

Source: Russia & India Report du 22/6/12 [http://indrus.in/articles/2012/06/22/putin\\_kissinger\\_can\\_agree\\_on\\_syria\\_16034.html](http://indrus.in/articles/2012/06/22/putin_kissinger_can_agree_on_syria_16034.html) (Traduction *Horizons et débats*)

Note de la rédaction:

<sup>1</sup> La Commission centrale de contrôle de la discipline du Comité central du Parti s'occupe de la corruption et des fautes de service auprès des cadres du parti (p. ex. la contrebande de grandes quantités de pétrole, d'armes, etc.)

# Seule une attitude clairement défensive contre les «pseudo-événements» est utile

Pourquoi aussi les Suisses de gauche et les «gentils» devraient éviter de se faire manipuler et plutôt soutenir la neutralité armée

par Tobias Salander

A notre époque, où la Suisse est exposée aux attaques venimeuses de l'Empire à travers son représentant en Allemagne, le SPD complaisant et téléguilé par les services secrets, un regard sur l'histoire s'impose. D'une part sur l'époque des dernières attaques massives d'Outre-Atlantique des années 90 du dernier siècle, d'autre part sur l'époque de la grande mise à l'épreuve de la Suisse, l'encerclement de notre pays par les puissances de l'Axe et le double blocus par eux et par les Anglo-Saxons durant la Seconde Guerre mondiale. A l'époque valait et aujourd'hui vaut encore: le dégonflage, la flatterie et l'attentisme ne font qu'empirer la situation. L'exigence de l'heure est le rappel des bases de notre Nation née de la volonté collective: être inébranlablement résolu de vivre libres, une vie de dignité et de respect de ses semblables, à l'intérieur et face au monde, l'organisation de l'économie tenant compte des aspects sociaux et de ceux de la nature, et un comportement non polluant sérieux. Cela ne peut se faire que par une attitude de neutralité, reliée de façon indélébile à la volonté de défense armée. Dans l'histoire, tout le reste a conduit à l'assujettissement et à la vassalité.

Que les attaques allemandes contre la Suisse, contraires au droit international public, et la souveraineté de décider nous-mêmes de nos lois, y compris des lois fiscales, soient lancées par le SPD, ne devrait tromper personne, surtout pas nos gens de gauche. Le parti, qui a naguère obtenu avec clémence des puissances occupantes l'autorisation de sa fondation, et qui a été accompagné de près et pris en charge

## Sans neutralité, pas de CICR

«La position de la Suisse dans le monde est définie par la neutralité armée perpétuelle. Elle n'est ni imposée de l'extérieur ni un simple moyen pour l'affirmation de soi. Elle est l'expression de l'esprit de la Suisse en tant qu'Etat de droit qui implique nécessairement le renoncement à la politique de force. Cette neutralité, appliquée depuis 500 ans, légitime la Suisse d'héberger le Comité international de la Croix-Rouge dont seulement des Suisses font partie et qui jouit d'une réputation internationale comme peut-être aucune autre institution au monde.»

Wolfgang von Wartburg, Unterentfelden, «Aargauer Zeitung» du 5/2/97

par les services secrets (qu'on compare par exemple les affirmations de l'agent de la CIA compétent dans le film «Germany made in USA» sur youtube) ne s'exerce aujourd'hui pas au tir par exemple sur le Delaware, les Iles anglo-normandes ou les Iles Caïmans, où l'on lave de l'argent sale dans les grandes largeurs. Non, au contraire, de façon absurde, il tire sur la Suisse, dotée d'une loi exemplaire contre le blanchissement d'argent. Chaque Confédéré de gauche devrait voir ici quelle est l'intention et en être mécontent. Il s'agit de savoir si nous voulons entrer dans l'histoire pour nous être fait avoir, comme une niaise cinquième colonne, par une manipula-

tion majeure organisée par un fascisme financier. Que l'UE de Jean Monney, en piteux état, doive être sauvée et transformée par une «German Europe», comme proposé par le numéro actuel de la revue *Foreign Affairs* – certainement pas le journal préféré des gauches européens – ou que l'Allemagne, par le MES et une FED européenne, obtienne le droit de se soumettre au groupe *Rockefeller-Rothschild* est égal, respectivement devrait donner des renvois aigres à un homme de gauche. La vision claire et la conviction de la volonté de défense en tant que bases de toute liberté et indépendance, précisément face à la haute finance et ses *Gauleiter* du SPD, ont

été contrefaits et brouillés pour les Suisses de gauche et les gentils par la mission *Berger* des services secrets. On donnera donc ici la parole à quelqu'un qui, partant du sein de l'Empire, n'a jamais perdu la vision claire, a toujours fait la différence entre la réalité et la conduite d'une campagne et a volé au secours de la Suisse dans des temps tourmentés.

### Celui qui ne reconnaît pas la manipulation est bien bête

Il s'agit d'Angelo Codevilla, professeur de relations internationales à l'Université de Boston, officier dans la marine américaine, collaborateur du service américain des Affaires étrangères, membre de l'Etat-major de la Commission sénatoriale des services secrets et Senior Research Fellow au *Hoover-Institut* de l'Université de Stanford. C'est par conséquent un scientifique qui connaît les services secrets américains de l'intérieur et qui devrait gagner le cœur de tout anti-impérialiste de gauche – pour autant qu'il ait des convictions sociales et qu'il ne confonde pas le fait d'être de gauche avec un tremplin de carrière au sein du projet américain pour l'Europe de Jean Monnet. Un projet qui a accordé à la haute finance de nouveaux débouchés et a ouvert et ouvre encore, après le «Overstretching» des forces armées américaines, un grand potentiel d'hommes en âge de servir qui doivent garantir la protection militaire aux ploutocrates pour leurs expéditions de pirates globalisées. Celui qui ne reconnaît pas la manipulation dans ces jeux est bien bête et

Suite page 4

## Ne cédon plus aux pressions étrangères!

«En situation de guerre économique, un faux débat moral n'a aucun sens»

par Jean-Daniel Balet et Flavien de Mural, membres du comité de SwissRespect

Les Etats européens, désunis économiquement et fiscalement, ont abreuvé leurs citoyens de liquidités et de belles promesses. Suite à la crise des «subprime», l'Union européenne et les USA ont sauvé leurs banques en détresse et se sont laissé entraîner dans la tourmente de la dette. Pour détourner l'attention de leurs peuples sur leurs propres erreurs, leurs autorités cherchent des boucs émissaires, dont la place financière suisse, profitant d'éliminer ainsi un concurrent et tentant de rapatrier à bon compte une épargne qui avait quitté des juridictions fiscales trop chères, voire confiscatoires.

En Suisse, par contre, la protection de la sphère privée et une saine concurrence fiscale permettent de limiter l'appétit de l'Etat. Notre pays est le seul à avoir voté le frein à l'endettement et il a su conserver une fiscalité raisonnable, encourageant ainsi un comportement honnête de ses citoyens.

Pourtant, depuis plus de quinze ans (crise des fonds «en déshérence»), notre pays est attaqué dans le cadre de la guerre économique que les USA ont déclenchée pour préserver leurs intérêts. Les USA et nos «partenaires» européens, malades de la dette et guidés par les seules ambitions électorales à court terme de leurs dirigeants, se sont engouffrés dans la brèche. Depuis quinze ans, ils n'ont cessé d'endormir les peuples, s'abandonnant à une triste fuite en avant: vidant les caisses et dépensant de l'argent qu'ils n'ont pas, accumulant les dettes et obligeant les générations futures à régler un jour des factures douloureuses. Et, pour couvrir leurs errances, ils harcèlent la Suisse avec agressivité, usant d'arguments fallacieux et nous accusant d'être la source de leurs maux.

SwissRespect estime que la réaction de nos autorités et de l'élite politique de notre pays est inadaptée. Et intolérable. Car, en acceptant toutes les demandes de nos concurrents, le Conseil fédéral ne défend plus nos valeurs fondamentales, préférant les aban-

donner, alors qu'elles devraient plutôt servir de modèle.

Obnubilés par la protection de quelques grandes banques dont les intérêts divergent fondamentalement de ceux de l'ensemble du pays, nos élus politiques ont manqué l'occasion de s'opposer avec force au sacrifice d'une multitude de personnes physiques livrées en pâture à la justice étrangère. Et la seule stratégie évoquée par le Conseil fédéral, celle de l'argent propre (Weissgeld), qui n'est appliquée dans aucun autre pays du monde, donne malheureusement la fausse impression qu'il n'y a que de l'argent noir en Suisse.

Plus grave: l'abandon unilatéral de la distinction entre évasion et fraude fiscale, la soumission à l'Art. 26 du modèle de convention fiscale de l'OCDE, l'acceptation des demandes groupées, la livraison de données concernant des clients et des collaborateurs de nos banques à des autorités étrangères, ont été décidés sans débat public, sans consulter ni les Chambres, ni le peuple.

La défense de notre ordre juridique, jusqu'ici stable, fiable et protégeant ses citoyens et ses secteurs stratégiques doit passer avant toute autre considération. Est-il encore possible et nécessaire d'utiliser les armes légitimes de la souveraineté nationale et du droit et de cesser de plier face aux requêtes de nos concurrents? Assurément. *SwissRespect* a été fondée dans le but de faire savoir à un maximum de Suisses que si l'attitude des dirigeants de notre pays ne change pas, il en résultera un appauvrissement généralisé, qui n'épargnera personne. Car adopter des règles non requises et non appliquées par nos concurrents et, en plus, dont la mise en place est extrêmement coûteuse, ne peut qu'entraîner une baisse de la compétitivité de notre place financière et la suppression de milliers d'emplois.

Chacun doit en être conscient: cette crise aura un impact direct sur tous ceux qui vivent, directement ou indirectement, de la place financière. On le voit dans les pays voi-

sins: personne n'est épargné, du commerçant au garagiste, du restaurateur à l'ouvrier de la construction. Sans parler de l'inquiétante érosion de la sécurité du droit, de la protection de la sphère privée et de la propriété.

L'exigence première de *SwissRespect* est de ne pas accepter de modifier nos règles pour satisfaire nos concurrents et de n'accepter d'éventuels changements que si TOUS les autres centres financiers les mettent en pratique. En situation de guerre économique, un faux débat moral n'a aucun sens. Pourquoi n'agissons-nous pas comme le Luxembourg et l'Autriche, qui savent très bien protéger leurs avantages? De même, pourquoi serions-nous seuls à céder, alors que Londres, Hongkong, Singapour, les Iles anglo-normandes, les Bahamas, les USA (Delaware et Floride), entre autres, ne se conforment pas aux mêmes règles?

*SwissRespect* estime ainsi que les accords *Rubik* doivent faire l'objet d'un vrai débat populaire, compte tenu du changement fondamental de l'esprit de la loi qu'ils impliquent et que leur acceptation doit être soumise au peuple. Son effort portera aussi, désormais, sur la renégociation de la convention de double imposition que la France nous a dictée sous la menace. L'objectif de *SwissRespect* est d'informer et de sensibiliser les Suisses sur des thèmes essentiels et d'alimenter nos élus politiques, via les médias, en arguments et points de vue. Mais aussi d'aider nos autorités à contre-attaquer. *SwissRespect* a suscité le débat sur la communication de données d'employés de banques aux Etats-Unis et vient de lancer une action en justice afin de faire constater son caractère illicite.

Les combats à venir seront nombreux et la Suisse, plutôt que de toujours courber l'échine, doit rappeler fermement que notre système de valeurs est celui d'un pays où les citoyens ont de vrais droits démocratiques et savent les faire respecter.

Source: *Le Temps* du 5/9/12

## SwissRespect

Une association genevoise appelle les Suisses à s'opposer aux attaques de l'étranger contre notre pays

L'association *SwissRespect* «s'engage pour la défense des intérêts de la Suisse contre les attaques de notre ordre juridique et économique de la part de «partenaires» qui cherchent à nous déstabiliser».

### Extraits des statuts

#### Article 3

L'association poursuit le/les but(s) suivants(s):

- promouvoir et faire respecter les acteurs (personnes morales ou physiques, telles que des employés ou gestionnaires indépendants) de la place financière suisse, leurs sphères privées et leurs droits;
  - promouvoir une politique crédible dans les négociations entre la Confédération et des Etats tiers;
  - veiller au respect du droit suisse, tout particulièrement dans les domaines des relations internationales, des garanties constitutionnelles, du droit économique et du droit du travail.
- Pour réaliser ses buts, l'Association, par son Comité, pourra notamment:
- assister, conseiller, défendre ses membres dans leurs intérêts collectifs ou individuels;
  - mener et conduire toute action politique, judiciaire, administrative, médiatique ou autre décidée par son Comité. [...]

#### Article 5

Peuvent être membres de l'association les personnes physiques ou morales étant sensibles aux buts de l'Association et souhaitant la soutenir financièrement. [...]

\*\*\*

Qu'attendons-nous encore? Les Suissesses et les Suisses de toutes les régions linguistiques du pays (le site est traduit en trois langues) sont invités à se joindre à ce groupe citoyen. Il encourage nos politiciens à s'opposer aux attaques étrangères qui nuisent à notre pays. Mais il propose aussi que chacun d'entre nous s'engage personnellement, de toutes ces forces, pour le maintien de notre précieux «modèle suisse».

www.swissrespect.ch; info@swissrespect.ch; tél. +41 76 2800162

## «Seule une attitude clairement ...»

suite de la page 3

il devra plus tard accepter de se faire poser, par ses propres jeunes gens, la question pourquoi on a laissé les *spin-doctors* faire gouverner des mensonges, comme la génération précédente qui a eu besoin de beaucoup de temps pour résister aux chants des sirènes du totalitarisme et pour mettre sur pied sa défense.

Codevilla, un connaisseur des relations interaméricaines, estime que ce qui valait dans les années 1990, l'est à nouveau aujourd'hui: la Suisse fait l'objet d'une campagne. Une campagne qui a peu à voir avec l'éthique, la vérité historique et une éventuelle réparation qu'avec de la recherche d'argent, du chantage et du profilage personnel et de partis politiques!

A l'époque comme aujourd'hui, la campagne contre la Suisse n'est que du vent. Codevilla parle même de «pseudo-événements», et cela en connaisseur de la politique de ses concitoyens, qui ne reculent devant aucun moyen quand il s'agit de faire du cash et de conserver la zone d'influence de l'Empire ou même de l'étendre – bien dommage, quand nous Européens ne nous en apercevons pas. C'est ainsi que Codevilla écrit dans son livre, et ça vaut encore aujourd'hui mot pour mot:

«Le terme qui définit le mieux la campagne anti-Suisse de 1995–1999 est «pseudo-événement», forgé il y a une trentaine d'années par le bibliothécaire du Congrès, *Daniel Boorstin*, dans son monumental ouvrage *The Image: A Guide to the Pseudo Event in America*. Autrefois, écrivait Boorstin, on rapportait des événements qui s'étaient réellement produits. Aujourd'hui, les pseudo-événements n'existent que dans la mesure ou quelqu'un réussit à les rapporter. Le caractère artificiel de la controverse sur la pré-tendue infamie de la Suisse, récemment mise à jour, saute aux yeux, lorsqu'on se rend compte qu'elle ne comporte aucun élément d'information nouveau. En 1996, le Sénateur *Alfonso D'Amato* (Républicain – NY), qui contribua par tous les moyens à répandre la rumeur, le reconnut à sa façon en disant que, bien que la question eût été étudiée de façon exhaustive depuis longtemps, elle était totalement nouvelle pour lui. Hélas, le passé est riche d'incertitudes pour ceux qui n'ont pas fait l'effort de les découvrir.

En fait, toutes les informations, si minimes soient-elles, à la charge ou à la décharge de la Suisse, avaient été archivées un demi-siècle plus tôt, après avoir été examinées sous toutes leurs coutures par les acteurs de cette partie de la guerre. En bref, les instigateurs de la campagne ressuscitaient des fragments d'une vieille histoire pour étayer des jugements diamétralement opposés à ceux des protagonistes de l'époque.» (p. 20)

## Des campagnes américaines – hier comme aujourd'hui

Et quelles leçons pouvons-nous, citoyens de 2012, en tirer? Les paroles de Codevilla de l'an 2000 résonnent comme s'ils étaient d'aujourd'hui:

«Les leçons les moins importantes concernent la campagne anti-Suisse à proprement parler. Elles ont surtout trait à l'état de la politique américaine à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Seul fait tangible, en résumé: une coalition d'Américains puissants a orchestré une campagne nouvelle en se servant du pouvoir et du prestige du gouvernement des Etats-Unis pour faire main basse sur d'importantes sommes d'argent.» (p. 21/22)

Il faut être vraiment bien naïf ou être un membre des Jeunesses socialistes à la *Cédric Wermuth* pour croire que l'argent suisse obtenu par chantage via les accords fiscaux impossibles reviendra au fisc allemand, ou même au bénéficiaire allemand de Hartz-IV. En passant par le MES, tout va directement dans la poche des dompteurs de la finance.

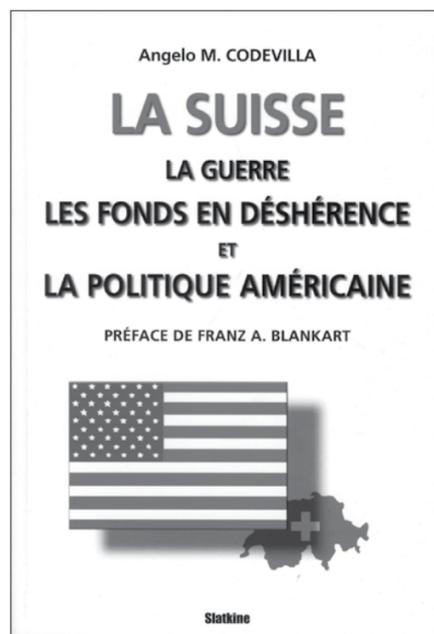
Rendons une fois encore la parole à Codevilla puisqu'il nous montre, à nous Européens, comment, avec un peu de courage civique, des campagnes peuvent être reconnues, désignées et correctement appréciées. Et combien il est plus agréable et digne de marcher le dos droit au lieu de ramper – et combien il est honteux de ne même pas reconnaître les courbettes en tant que telles, mais de les célébrer en tant qu'œuvre personnelle ...

«Mais, entre 1995 et 1999, une campagne de publicité orchestrée par l'administration *Clinton*, conjointement avec *Edgar Bronfman*, magnat des médias et de l'alcool, a caricaturé le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, au point de donner une idée dangereusement fautive de la marche du monde aux personnes peu familiarisées avec les réalités de la guerre. Bronfman, le plus grand donateur du parti démocrate des Etats-Unis, président et financier du Congrès Juif Mondial, a usé de son formidable pouvoir pour persuader le président des Etats-Unis, le président du Senate Banking Committee, un réseau de fonctionnaires locaux et nationaux, une armée de juristes et les médias de raconter une histoire ahurissante: de nouvelles découvertes auraient montré que la Suisse avait été, en fait, l'alliée de l'Allemagne nazie, que le peuple suisse partageait la responsabilité de l'Holocauste et que les banques suisses avaient volé les capitaux des juifs exterminés. A l'évidence, il n'y avait pas une seule donnée nouvelle dans cette explication. Mais Bronfman n'en réussit pas moins à convaincre deux des plus grandes banques suisses, qui ensemble réalisent quelque 4 milliards de dollars de profits annuels aux Etats-Unis, qu'elles ne pourraient plus poursuivre leurs activités à New York si elles ne mettaient pas d'importantes sommes d'argent à sa disposition. Le 12 août 1998, lorsque ces banques acceptèrent de verser 1,25 milliard de dollars sur trois ans à l'organisation de monsieur Bronfman, l'opération de dénigrement s'interrompit brusquement, et l'on cessa bientôt de parler de l'attitude de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Tant pis!

Cette campagne était significative en soi: une puissante organisation privée avait persuadé de hauts fonctionnaires américains, ainsi que le système juridique américain, qu'il fallait obliger des étrangers faisant affaire dans ce pays à verser un énorme pot-de-vin. Des agents du service public avaient servi des intérêts privés, sans qu'aucun corps législatif n'eût voté, sans qu'un représentant de l'exécutif n'eût pris une seule décision dont il pourrait avoir à répondre par la suite, sans qu'un tribunal n'eût rendu de jugement ou n'eût seulement déclaré recevables les témoignages ou les preuves. Nous avons là une illustration supplémentaire du fait que les Etats-Unis ne cessent de s'écarter du respect de la loi et d'une politique étrangère responsable.» (p. 11/12)

## Encerclée par l'UE, dépendante de la faveur des USA

Après cette classification claire des dessous de la raclée administrée aux Suisses – par un scientifique américain connaissant particulièrement bien le monde des services secrets –, posons à présent la question de savoir comment on peut s'en défendre. Puisqu'après le rouleau compresseur de Bergier et les élucubrations d'un *Jakob Tanner*, *Thomas Maysen* et d'autres, un regard suisse sur l'histoire suisse a toujours éveillé de façon générale les soupçons, donnons ici une fois de plus la parole à une personne extérieure. Il faut se poser à ce sujet la question: quel est le degré de dégénérescence d'un pays, respective-



ISBN 978-2-051-01876-0

## La Suisse représente un problème ardu

«Un dixième de la population suisse est sous les drapeaux, c'est plus que dans tous les autres pays du monde. Elle est prête à se battre pour défendre son style de vie. [...] Les Hollandais seront une proie facile pour les Allemands car leur armée est misérable. La Suisse représentera un problème ardu et je doute que les Allemands vont se risquer à le résoudre.»

*William L. Shirer, journaliste américain, peu après le début de la guerre (in: Gotthard Frick, Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933–1945, p. 54)*

## L'amour de la patrie des Suisses est extrêmement profond

«Le désir de se battre des soldats suisses est élevé et doit être placé sur le même plan que celui des Finlandais. Un peuple qui a de bons gymnastes a toujours eu de bons soldats. L'amour de la patrie des Suisses est extrêmement profond.»

*Franz Böhme, général des troupes allemandes de montagne, dans un plan d'attaque de la Suisse élaboré à l'intention de la SS à l'été 1943 (in: Gotthard Frick, Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933–1945, p. 57)*

ment de ses «élites» autoproclamées, quand des citoyens et des scientifiques indigènes ne trouvent plus d'écho ou ne sont plus pris au sérieux lorsqu'ils font valoir des résultats en béton de recherches concernant leur propre pays? Qu'on imagine que d'autres pays, par exemple les Etats-Unis, la Chine ou Israël, se laisseraient imposer leur propre histoire de l'extérieur et se laisseraient cracher dessus. Impensable!

Rendons donc la parole au professeur américain Codevilla qui dépeint la situation dans laquelle la Suisse se trouvait durant la Seconde Guerre mondiale, – et celui qui a présente à l'esprit la situation actuelle, encerclée par les membres de l'UE, verra que selon l'aggravation des attaques, une situation pas totalement différente pourrait se produire. Etant donné que la topographie et la position géostratégique demeurent constantes même si les convoitises peuvent varier, le destin d'un petit pays qui veut rester indépendant change peu durant des décennies, voire des siècles. Si autrefois c'était le passage des Alpes qui excitait la convoitise des grandes puissances, ça pourrait être aujourd'hui l'eau contenue dans le massif du Gothard, les finances communales en pleine santé, les beaux paysages etc. etc. Mais le modèle d'une communauté structurée de bas en haut et qui préserve, dans un système de démocratie directe, la dignité humaine comme nulle part ailleurs, pourrait être une insulte permanente pour les oligarques de l'Empire. En effet, leurs sujets pourraient avoir l'idée de se saisir eux-mêmes de ces droits. Car s'ils étaient unis et décidés à vouloir vivre sur un petit espace, selon un système de démocratie directe, et donc pacifiquement, les «banksters» internationaux seraient acculés à la démission.

Voici donc ce que dit Codevilla de la situation perpétuelle de la Suisse vu sa position géopolitique:

«Historiquement parlant, les pays neutres sont toujours soumis aux pressions des deux

## La devise des grands trusts: Business as usual – autrefois comme aujourd'hui?

«Le manque de patriotisme des grandes entreprises américaines et britanniques est fondé sur le fait que le «state of war [...] [was] an inopportune interlude necessitating retrenchment until the cessation of hostilities, when again the world markets [...] could be apportioned.» (L'état de guerre était une perturbation désagréable qui contraignait certaines mesures d'économie jusqu'à ce que, à la fin des hostilités, les marchés mondiaux aient pu être à nouveau divisés.)»

*Walther Hofer, Herbert R. Reginbogin, Hitler, der Westen und die Schweiz 1936–1945, p. 622.*

## Churchill à propos de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale

«J'écris cela pour mémoire. De tous les pays neutres, la Suisse mérite une distinction particulière. Elle a été la seule force internationale à avoir fait le lien entre des nations hideusement désunies et nous-mêmes. Qu'importe si elle n'a pas été en mesure de nous accorder les avantages commerciaux que nous souhaitons ou si elle en a accordé trop aux Allemands afin d'assurer sa survie? C'était un Etat démocratique qui défendait sa liberté, retranché dans ses montagnes, et qui, en pensée, était largement de notre côté.»

*Winston Churchill, in: Angelo M. Codevilla. «La Suisse, la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine», p. 30.*

blocs de belligérants. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Suisse s'est trouvée coincée entre deux blocs concentriques. Le bloc externe, imposé par les Alliés, limitait les échanges commerciaux à la fois vers la Suisse et en provenance de la Suisse, ceux-ci sachant pertinemment que les Allemands pouvaient faire pression sur les Suisses pour exiger une partie des matières échangées. Le bloc interne, imposé par les Allemands, limitait les exportations suisses en direction des pays alliés, les produits manufacturés suisses pouvant eux aussi être utilisés avec profit par les Alliés. Pour intensifier la pression, l'Allemagne limita également les importations suisses de combustibles et de denrées alimentaires. En conséquence, les Suisses devaient solliciter l'autorisation des pays de l'Axe et des Alliés pour la moindre cargaison de marchandises qui entraînait sur son territoire ou en sortait. Cela signifiait que l'Axe et les Alliés devaient marchander entre eux, par le biais d'intermédiaires suisses. Chacune des parties était consciente de la pression que l'autre exerçait sur les Suisses.» (p. 39/40)

## Business as usual –

## l'arrangement entre Nazis et Américains

Que les élites américaines aient toujours voulu mettre leur propre magot en sécurité n'est pas nouveau. Qu'aujourd'hui ils puissent se servir de la social-démocratie allemande ne déconcerte qu'au premier coup d'œil. N'oublions pas que les documents de la Stasi ont été évacués par la CIA directement de la Normannenstrasse aux Etats-Unis. Les 30 000 agents occidentaux de la Stasi, à présent un joli potentiel de chantage pour la haute finance déposé dans les soi-disant *Rosewood-Files*, étaient certainement aussi actifs au sein de partis politiques – combien d'entre eux vraisemblablement dans le SPD??

Mais l'«amitié» germano-américaine n'a pas été créée qu'après la guerre. Non, aux Etats-Unis, durant la guerre aussi, beaucoup de P.D.G. des grandes entreprises se comportaient selon la devise «business as usual», ce qui signifiait qu'ils ne voulaient pas se laisser dissuader de faire des affaires avec les Nazis génocidaires. Au moment culminant des attaques contre la Suisse, l'historien américain juif *Herbert R. Reginbogin* publia une étude qui fit sensation, dans laquelle il révéla les machinations de certains groupes faisant partie de l'Empire anglo-saxon – le «big business» n'a donc

«Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, le réseau des relations économiques et financières des industries-clés et des banques britanniques, américaines et allemandes avait comme principale exigence le principe du «Business as usual». Celui-ci a été poursuivi inébranlablement et au mépris des évolutions politiques dans le seul but de maintenir, voire renforcer l'influence économique avant et pendant la guerre, ainsi qu'à l'égard de l'après-guerre.»

*Walther Hofer, Herbert R. Reginbogin, Hitler, der Westen und die Schweiz 1936–1945, p. 623.*

jamais eu peur des contacts avec l'adversaire politique.

Dans son ouvrage «Hitler, der Westen und die Schweiz», publié en commun avec l'historien suisse *Walter Hofer*, Herbert R. Reginbogin examine une question qui a été négligée par la Commission Bergier (par manque d'argent, de temps, ou bien?). La question est: Comment la Suisse était-elle perçue durant la Seconde Guerre mondiale par la communauté internationale? Comment sa politique, son économie et sa société est-elle différente de celle d'autres pays de cette époque? C'est le mérite de Reginbogin d'avoir fait la lumière sur le rôle des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, en se basant sur le matériel d'archives le plus récent. Les résultats de ses recherches ne manquent pas de piquant. Sa conclusion: si quelqu'un d'autre que l'Allemagne national-socialiste porte la responsabilité de la durée de la Seconde Guerre mondiale, de l'holocauste, du laisser faire du totalitarisme, alors ce sont la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ce disant, Reginbogin ne veut pas laver la Suisse de tout soupçon, mais maintenir les proportions. Le bilan qu'il dresse est le suivant:

«Quand aujourd'hui des politiciens américains, des journalistes ou des soi-disant «historiens» accusent des pays européens neutres d'avoir, suite à leur rapacité pendant la Seconde Guerre mondiale, contribué à prolonger la guerre, alors il doit être permis d'y opposer les activités des dirigeants économiques américains ainsi que des banques et des industries-clés. L'ampleur des affaires conclues entre les industriels américains, les financiers et l'Allemagne hitlérienne a beaucoup contribué à augmenter le potentiel d'armement allemand et d'obtenir avant et aussi pendant la guerre des avantages stratégiques.» (Hofer/Reginbogin, p. 623)

#### Il faut toujours imaginer toute éventualité: les Etats ne sont jamais des amis, seuls leurs intérêts comptent

Ajoutons à ces messages clairs des deux chercheurs américains Codevilla et Reginbogin une voix éclairante provenant de Suisse qui relève aujourd'hui la volonté de résistance. Non, certainement pas provenant d'un historien du sérail, car les chaires de celui-ci sont toutes occupées par les adeptes de Bergier. Il s'agit au contraire d'un économiste diplômé en gestion d'entreprise ayant une grande expérience du monde, qui a fait pour les Alémaniques ce que *Christian Favre*, ingénieur électricien de formation, a fait pour les Romands. Après des recherches méticuleuses et complètes des sources et des descriptions s'y rapportant, les deux ont publié des livres qui devraient faire partie des lectures obligatoires de l'enseignement civique!

La quintessence du message de *Frick*, à transcrire particulièrement à notre époque, est celle-ci: dans un monde où il n'y a finalement jamais de véritable amitié entre Etats, mais seulement la défense d'intérêts, la liberté et la dignité se perdent, si les Etats démocratiques ne réfléchissent pas constamment et ne se préparent pas aussi à toute éventualité. Celui qui construit un Etat social et se déclare neutre, tout en déclarant

#### Chase Bank, la banque de Rockefeller – la banque principale des nazis aux Etats-Unis – et aujourd'hui?

«En relation avec les diverses transactions bancaires, ce n'étaient pas seulement certaines industries-clés des Etats-Unis, mais aussi des banques américaines qui ont rendu de bons services à l'Allemagne hitlérienne. La liaison bancaire la plus importante des entreprises allemandes aux Etats-Unis fut, par exemple, la *Chase National Bank* à New York. La banque dominée par la famille *Rockefeller* a assisté, avec la *Henry Schroder Bank*, au réarmement allemand et au financement des services de renseignement en Amérique du Nord et du Sud. La *Chase Bank* à Paris a fait des affaires avec les forces d'occupation et la *Gestapo* durant toute la guerre. A la fin de la guerre, les directeurs de la banque furent poursuivis en justice, mais il n'en résulta jamais de condamnation.» (Hofer/Reginbogin, p. 607)

fièrement ne rien investir dans l'armement, ne devra pas s'étonner si la situation politique change brusquement et qu'une puissance autrefois amicale remplit elle-même le vide politique ainsi créé. Cela s'est produit au Danemark et en Norvège en 1940, mais ça pourrait aussi se produire aujourd'hui. On peut évidemment dire qu'on ne se défendra pas en cas d'attaque, puisque ça n'a pas de sens de se défendre contre une puissance supérieure! Les conséquences? La puissance occupante déportera évidemment les hommes du pays occupé comme travailleurs obligatoires pour renforcer l'industrie d'armement et pour libérer les ouvriers et paysans indigènes au profit de sa propre armée d'agression. L'assujetti devra éventuellement même faire du service militaire, deviendra un membre de la machinerie de conquête, tuera, rien que pour ne pas être tué lui-même. Dans son étude, *Frick* décrit les épouvantables conséquences auxquelles les pacifistes de Belgique, du Danemark, de Norvège, de France etc. furent confrontés. Mais il parle aussi des résistants, tels les Serbes, qui furent battus. Ce disant, il détruit de façon salutaire toute illusion prétendant qu'on peut de nos jours aussi rester passif, qu'on serait alors assujetti, ce qui tout compte fait ne serait pas si terrible que ça. *Frick* démontre que l'histoire a toujours convaincu de mensonge les tenants de cet avis, de façon douloureuse.

#### Un peuple qui ne se défend pas, n'est pas pris au sérieux

Un peuple qui ne se défend pas, n'est pas pris au sérieux. C'est ainsi actuellement quand on entend la voix railleuse du valet SPD et celle de son maître au-delà de l'Atlantique. C'était déjà ainsi autrefois, mais en même temps aussi au sens inverse: les efforts des Suisses pour se défendre pendant la Seconde Guerre mondiale, surtout la construction du réduit, ont été pris très au sérieux, et pas seulement dans le «grand canton» au-delà de la frontière. Là, il n'était pas du tout question d'un soi-disant défaitisme des Confédérés, mais d'esprit combatif et d'esprit de résistance et que la Wehrmacht s'y casserait les reins, selon l'expression du général des troupes de montagnes de la Wehrmacht, *Franz Böhme*, dans son étude pour une attaque contre la Suisse. Et le «Times» de Londres a souligné qu'aucune armée au monde ne pouvait mobiliser ses troupes aussi rapidement que

#### Prendre le réduit – une tâche difficile à résoudre

«La défense nationale suisse dispose d'une armée qui représente un facteur très important, déjà uniquement suite à ses effectifs. De prendre le réduit alpin, certainement défendu de manière acharnée par les troupes, représente un problème difficile à résoudre.»

(*Franz Böhme, général des troupes allemandes de montagne, dans un plan d'attaque de la Suisse élaboré à l'intention de la SS à l'été 1943. (in: Gotthard Frick, p. 57)*)

l'armée suisse, de même l'étude d'attaque *Tannenbaum* de 1940 confirme ce jugement, bien qu'avec d'autres arrière-pensées. Pour cette raison, il serait de grande importance aujourd'hui encore de contrer les attaques contre la Suisse de manière résolue et de se faire ainsi respecter!

Le «*Kleine Orientierungsheft Schweiz*» [petit carnet d'orientation pour la Suisse], rédigé pour les troupes allemandes par l'état-major de l'armée de terre en septembre 1942, dit sur le système de milice de la Suisse, ce que les idéologues de Bergier dans leur dépendance de l'OTAN ont toujours su calomnier: «Le système de milice suisse rend possible un recensement complet des hommes aptes au service militaire avec des coûts relativement bas. Il maintient au sein du peuple suisse l'esprit militaire toujours présent, et permet pour un si petit pays la mobilisation d'une armée forte, bien organisée et rapidement opérationnelle. Le soldat suisse se distingue par son amour pour la patrie, sa trempe et sa résistance.» (Cité d'après *Frick*, p. 55)

#### Qu'en est-il de votre dignité, messieurs les professeurs?

C'est toujours ainsi, si l'on observe les jeunes qui s'opposent de plus en plus à l'arrogance intellectuelle de ceux qui dédaignent la Suisse dans les chaires universitaires, en politique et dans les rédactions.

Le général *Böhme*, déjà cité, a dit sur ce que les falsificateurs de l'histoire du groupe Bergier appellent un mythe, c'est-à-dire le réduit: «La défense nationale suisse dispose d'une armée qui représente un facteur très important, déjà uniquement suite à ses effectifs. De prendre le réduit alpin, certainement défendu de manière acharnée par les troupes, représente un problème difficile à résoudre.» (Cité d'après *Frick*, p. 57)

Cela procure une impression étrange de retrouver la reconnaissance des prouesses de nos ancêtres dans des sources de la Wehrmacht, pendant qu'en Suisse des mensonges historiques ordonnés par l'Etat veulent nous faire croire le contraire.

A la fin de son livre, *Frick* dresse un bilan en dix points, dont nous allons rappeler le quatrième, sixième et dixième, car ils donnent des indications précieuses comment aussi de nos jours, dans une situation tout aussi explosive, les conclusions tirées de l'histoire peuvent être utilisées pour maintenir notre dignité: Sans esprit de résistance et la mise sur pied d'une armée crédible, un pays n'est pas vraiment souverain.

Une attaque contre le pays doit apparaître trop coûteuse à l'attaquant et s'il ose quand même attaquer, ils doit être pris dans un long combat mené avec détermination. Pour cela il faut un bon équipement, une formation dure et orientée aux réalités de la guerre, de la discipline et une grande autonomie des officiers et des soldats. Si l'on néglige l'esprit de résistance pendant un certain temps, il est très difficile de le faire revivre à court terme [...].

Qui croit trouver de la clémence en renonçant à la défense, sera démenti par l'histoire: Prise d'otage, recrutement de travailleurs forcés et utilisation d'êtres humains comme chair à canon sont les conséquences. *Frick* le décrit ainsi: «Il n'y a qu'une réponse qui est moralement impeccable: s'engager pour la paix, mais maintenir une armée forte qui se bat uniquement en cas d'attaque, mais alors

#### «Corporate capitalism» et la haute finance relie l'Axe et les Alliés – et aujourd'hui?

«En janvier 1940, le «Trading with the Enemy Department» a consenti à la continuation de la participation britannique au *consortium Transradio*. [...] Le gouvernement britannique et des parties de l'industrie anglaise n'ont pas souhaité une répétition de la guerre totale contre l'Allemagne comme entre 1914 et 1918. On a cherché des compromis permettant à l'Angleterre, à l'Allemagne et, si possible, également aux Etats-Unis de garder les structures mondiales du «corporate capitalism» et de la finance internationale qui s'étaient développées entre les années de guerre, et ainsi également la répartition des marchés mondiaux en sphères d'influence.» (Hofer/Reginbogin, p. 510 sq.)

d'une manière résolue et sans aucun compromis.» (*Frick*, p. 119)

En ce qui concerne la neutralité, celle-ci ne protège ni des amis, ni des ennemis et elle a donc besoin d'un bouclier protecteur, d'une armée crédible: «L'Allemagne a attaqué de nombreux pays neutres, même ceux qui avaient peu avant conclu un pacte de non-agression avec elle. Mais les Alliés ont agi de la même façon lorsque cela convenait à leurs intérêts.» (*Frick*, p. 121)

Pour que la neutralité soit crédible, elle doit être défendue contre toutes les parties. Sans égards aux sympathies ou aux antipathies. *Frick* classe la rencontre du Général *Guisan* avec le général de la SS, *Schellenberg* dans ce contexte. *Guisan* avait ainsi fait parvenir au Haut Commandement allemand la confirmation que la Suisse était décidée de lutter contre tout un chacun qui blesserait son intégrité territoriale, aussi contre les Alliés: «Il fallait empêcher que l'Allemagne attaque la Suisse à titre préventif parce qu'elle pourrait se méfier de la volonté suisse d'empêcher de toutes ses forces aussi une traversée alliée par son territoire.» (*Frick*, p. 122)

#### Donner des signaux clairs de volonté de défense à l'Empire

Finalement *Frick* nous soumet à réflexion un point dont nous devons être conscients lors de toutes nos décisions, «que pas toutes les questions dont nous décidons ne touchent qu'à la politique intérieure. Nous envoyons aussi en même temps des signaux dans le monde qui seront captés et interprétés.» (*Frick*, p. 126)

Jusqu'en 1939 la plupart des gouvernements européens ont signalé à Hitler qu'ils étaient démoralisés et pas prêts à défendre leurs valeurs. La Grande-Bretagne et la France se sont également rendues coupables de la Seconde Guerre mondiale, parce qu'à Munich elles ne se sont pas tournées résolument contre Hitler: «Avec leur capitulation, les deux puissances ont aussi désavoué la population de Berlin, qui, trois jours avant Munich, avait clairement manifesté leur opposition contre la guerre.» (*Frick*, p. 126) En Suisse, cela s'est passé autrement: elle a émis un signal clair qu'elle était résolument décidée à se battre. Ainsi, le chef de l'état

Suite page 6



ISBN 3 85823 882 1

#### Big Business sans éthique, morale et démocratie – jadis et aujourd'hui?

«Mais c'est un fait que les hommes d'affaires font des affaires également avec des gens et des gouvernements qu'ils n'admirent pas. Personne ne doit se faire d'illusions. Les hommes d'affaires allemands, américains et britanniques, dont on aimerait de nos jours tant que les activités apparaissent dans l'historiographie à la rubrique des apôtres de la paix, ne s'intéressaient qu'à la stabilité atteinte par le contrôle des marchés et des prix, et non pas au renforcement de la pluralité et de la démocratie. Ce sont spécialement certaines directions de firmes américaines qui tentent de cacher leur soutien de l'économie de guerre allemande. Faire des profits, c'est toujours la seule raison d'être d'une entreprise.

La politique étrangère des Etats-Unis existe pour protéger les intérêts nationaux du pays. Cela ne peut jamais être le rôle du monde des affaires d'assumer cette tâche. La législation américaine a négligé fondamentalement de donner des prescriptions claires aux firmes américaines, interdisant le transfert de know-how sensible, par exemple sur la fabrication de l'éthylène. Leur omission a eu pour conséquence que des entreprises américaines de l'industrie et de la finance ont pu soutenir le réarmement d'Hitler dans les années 30 et 40. Ainsi, ils ont restreint la sécurité nationale et ont contribué à la prolongation de la Seconde Guerre mondiale.» (Hofer/Reginbogin, p. 592)

# Singapour comme pacificatrice et force modératrice en Extrême-Orient

## Comment des actions basées sur des erreurs d'appréciation pourraient mener à des guerres

ts. Dans la «International Herald Tribune» du 8 et 9 septembre 2012, Jane Perlez de Pékin rapporte un événement singulier: La ville-Etat minuscule de Singapour assume son rôle pacificateur entre deux grandes puissances – un modèle pour le maintien de la paix comme nous le connaissons en Europe de par l'action de la Suisse neutre: Des petits Etats qui servent d'intermédiaires et aident à trouver des solutions à l'amiable, pour le bien de l'humanité.

La situation de départ est la suivante: Depuis quelque temps, la Chine, en plein essor, joue davantage des muscles; selon les analystes de la région, apparemment parce que l'empire du Milieu part de l'idée du déclin des Etats-Unis.

Dans cette situation précaire – dans laquelle la querelle au sujet de certaines îles pourrait vite dégénérer en un conflit plus important qui est, comme toutes les guerres difficiles à prévoir et le cas échéant à limiter à l'avance dans ses dimensions – le Premier ministre de Singapour entreprend un pas important: il va en Chine pour tenir un discours à l'Ecole centrale du Parti communiste et demande une politique mesurée de la part de la grande puissance asiatique.

Comme Singapour entretient depuis longtemps de bonnes relations avec la Chine et les Etats-Unis, le Premier ministre peut évoquer à Pékin une vision réaliste des choses qui est la suivante: Mettez-vous dans la situation de l'autre et agissez de manière à respecter pleinement votre vis-à-vis. Celui qui se trompe sur les intentions de l'autre, pourrait être entraîné à un comportement qui pro-

voque le vis-à-vis à réagir militairement. Cette réaction déclencherait en revanche une contre-réaction militaire et la conséquence en serait une guerre plus importante. Une guerre qui aurait pu être évitée, si l'on ne s'était pas trompé sur les intentions du camp adverse. Il s'agit là d'un processus que le ministre américain de la Défense des années 1960, Robert S. McNamara, entretemps décédé, nous a légué comme doctrine importante pour les générations futures dans son film «Fog of war»: «Pense comme l'ennemi», «développe de l'empathie», ainsi on peut résoudre une crise de Cuba dans le dialogue et sans guerre, ni même de guerre atomique.

Comment Singapour assume-t-elle son rôle de pacificatrice? La journaliste américaine Jane Perlez décrit le déroulement ainsi: «Lors d'un tour d'horizon public, ce qui est inhabituel, sur les problèmes stratégiques par rapport à l'ascension de la Chine, le Premier ministre de Singapour Lee Hsien Loong a mis l'empire du Milieu en garde contre le fait de considérer les Etats-Unis comme une puissance en déclin, mais plutôt comme une nation capable de se renouveler et de se remettre rapidement.»

Lors de sa visite à l'Ecole centrale du Parti à Pékin, la pépinière du Parti communiste en Chine, Monsieur Lee s'est adressé aux Chinois, et il leur a vivement conseillé de résoudre les conflits au sujet des îles dans le cadre de l'ASEAN et non pas de manière individuelle avec chaque pays, comme le préféreraient les Etats-Unis. Monsieur Lee est le fils de Lee Kuan Yew, le chef d'Etat de Singapour de longue date qui entretenait des relations

étroites à la fois avec la Chine et les Etats-Unis et qui jouissait d'une grande renommée auprès des communistes chinois, aussi quant à ses analyses politiques.

Le fait que Lee ait justement choisi cet endroit pour son avertissement, la pépinière du Parti communiste dirigée par le futur homme fort de la Chine, Xi Jinping, souligne encore l'importance et l'urgence que Lee accorde à son avertissement, continue Perlez.

Monsieur Lee a mentionné dans son discours la position des Etats-Unis dans le monde, un sujet qui fascinait les académiciens et les journalistes chinois quoi qu'ils aient parlé ces derniers mois sur un ton plutôt mordant d'un soi-disant arrêt des Etats-Unis.

«A l'heure actuelle, les Etats-Unis se heurtent à quelques très sérieux problèmes, mais il ne s'agit pas d'une nation en déclin», a déclaré Lee à propos des Etats-Unis et il a continué: «Les Etats-Unis sont une société énormément performante et créatrice qui attire et absorbe des talents du monde entier, dont beaucoup de Chine et du reste de l'Asie.»

Avec un léger clin d'œil envers ses hôtes, Lee a constaté que tous les huit Prix Nobel d'origine chinoise étaient déjà ou sont encore devenus par la suite des citoyens américains. «Méfions-nous une fois pour toutes de sous-estimer la capacité des Etats-Unis de se revitaliser et de se redéfinir», voilà la conclusion émanant de l'engagement profond pour la paix de l'hôte venu de Singapour.

Depuis de longues années, la ville-Etat de Singapour est une base militaire importante pour la marine américaine et son accès à la

mer de Chine méridionale. L'année passée, Singapour a également permis à la nouvelle génération des navires de guerre rapides de la marine américaine d'utiliser ses ports.

En même temps, Singapour entretient des relations étroites avec la Chine, et ceci depuis la visite de Deng Xiaoping en 1978. Le successeur de Mao Zedong s'est montré tellement impressionné par la force économique de Singapour qu'il a même proposé le modèle pour la Chine, d'abord dans des zones économiques particulières, et après à large échelle. La Chine actuelle, une puissance mondiale en plein essor, est le résultat de la reprise du modèle de Singapour – ce qui est très bien expliqué dans les livres du diplomate de pointe de Singapour, Kishore Mahbubani.

Le processus autour du Premier ministre de Singapour démontre que les idées d'un Emmanuel Kant, formulées dans son œuvre «Vers la paix perpétuelle» et mises au point dans l'Impératif catégorique, peuvent être réalisées dans le monde entier parce qu'elles sont universelles et éternellement valables. Et cela pas seulement par les Européens qui – Kishore Mahbubani le dit avec regret – l'ont malheureusement oublié aujourd'hui. L'action du Premier ministre Lee est d'autant plus importante et elle devrait être imitée aussi en Occident: il y a suffisamment de conflits qui ont urgemment besoin de médiateurs honnêtes, on n'a qu'à penser à la Syrie, à l'Iran, à la Palestine et à beaucoup d'autres pays encore.

Source: International Herald Tribune du 8 et 9/9/12 (Traduction Horizons et débats)

### «Seule une attitude clairement ...»

suite de la page 5

major allemand Halder a noté dans son journal de guerre, au printemps 1940, qu'une attaque lancée contre la France à travers une Suisse non défendue serait une chose séduisante. Il a cependant dû exclure cette option, car la Suisse était bien défendue.

Et qu'en est-il de nos signaux aujourd'hui? Montrons-nous au valet SPD et à son maître notre résolution de façon assez claire?

Pour terminer, nous donnons encore la parole à l'ancien secrétaire d'Etat Franz Blankart, un diplomate de la meilleure vieille école. Dans sa préface de l'ouvrage de Codevilla, cité ci-dessus, il a décrit en 2001, quelles étaient les leçons à tirer des attaques contre la Suisse des années 1990 lancées de la côte orientale des Etats-Unis. Les mots de Blankart n'ont aujourd'hui certainement rien perdu de leur force d'expression:

«De l'interprétation de la «ratio legis» de la Constitution, une conclusion s'impose impérativement: dans une crise diplomatique majeure, il faut un responsable politique au niveau du Conseil fédéral pour le front interne, un négociateur en chef pour le front externe ainsi qu'un porte-parole; et que les autres représentants de l'exécutif se taisent. Rien n'est plus nuisible à la négociation et à la crédibilité de la position suisse que les propos contradictoires parmi les membres du Conseil fédéral et parmi leurs fonctionnaires comme d'ailleurs les multiples initiatives «diplomatiques» de parlementaires.» (p. 9)

Et pour continuer la pensée de Blankart: Ce qu'il faut arrêter avant tout ce sont les activités de la 5<sup>e</sup> colonne constituée de personnes fatiguées de la patrie et corrompues! Et il faudrait assurer que les responsables soient bien ancrés dans la population et liés à la démocratie directe, au fédéralisme et à la neutralité armée perpétuelle. Blankart souligne plus loin: «Un Conseiller fédéral ne fait pas de pèlerinage [...], cela veut dire, en citant un mot du conseiller fédéral courageux Hermann Obrecht – qui s'était fermement opposé au devoir de se présenter à Berlin comme Benes – que ni la conseillère fédérale Widmer-Schlumpf ni Doris Leuthard ne devraient aller faire des courbettes devant un pouvoir étranger au sujet de questions fiscales ou de nuisances aériennes pour se faire ensuite couvrir de sarcasmes par les médias allemands.

Et finalement la quintessence de Blankart: «Enfin, ce qui nous manquait douloureusement lors de cette crise, était une personnalité de l'envergure morale d'un général Guisan, une personne clairvoyante, crédible et fidèle, une personne qui sache s'entourer des meilleurs conseillers du pays, quel que soit leur parti.» (p. 10)

Voilà des paroles qui devraient être recommandées expressément à la classe politique actuelle et devraient leur faire honte. Un appel aussi à tous les citoyens ayant du courage civique de soutenir dans la situation actuelle notre pays et d'éliminer les décombres des faussaires de l'histoire du groupe Bergier là où est leur place: le dépotoir de l'histoire – et si l'on peut en même temps se débarrasser des simagrées impériales, tant mieux. Il s'agirait bien à tout Suisse qui a de réelles tendances sociales, de se mettre dans le rang et de s'opposer à l'arrogance impériale de ses camarades de parti allemands. Ce que nos aïeux de la gauche ont réussi à faire pendant la Seconde Guerre mondiale – rester fidèle à l'idée de la liberté, soutenir l'Armée contre le «Gröfaz» [Größter Feldherr aller Zeiten = le plus grand général de tous les temps, ndt.] et voir clair dans sa propagande – leurs fils ne devraient plus y être capables face à la chutzpah de la haute finance, à sa propagande un peu plus raffinée et à ses valets? Mais c'est pas vrai!

<sup>1</sup> Gotthard Frick. «Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933–1945. Eine neue, umfassende Sicht auf die Selbstbehauptung der Schweiz im Zweiten Weltkrieg und die daraus für die Zukunft zu ziehenden Lehren». Edité par l'auteur, 2011. ISBN 978-3-033-02948-4. Cf. aussi la critique dans Horizons et débats, n° 30 du 1/8/11. Et: Christian Favre. La Suisse avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Lyon 2011. ISBN 978-2-35508-841-4

### Bibliographie:

Gotthard Frick. *Hitlers Krieg und die Selbstbehauptung der Schweiz 1933–1945. Eine neue, umfassende Sicht auf die Selbstbehauptung der Schweiz im Zweiten Weltkrieg und die daraus für die Zukunft zu ziehenden Lehren*. Eigenverlag Gotthard Frick, CH-4103 Bottmingen. Février 2011. ISBN 978-3-033-02948-4

Angelo M. Codevilla. *La Suisse, la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine*. Editions Slatkine, 2001. ISBN 978-2-051-01876-0

Walther Hofer, Herbert R. Reginbogin. *Hitler, der Westen und die Schweiz, 1936–1945*. Zurich 2001, éditions NZZ, ISBN 3-85823-882-1

[citations traduites par Horizons et débats]

### Initiative sur la neutralité

mw. Le 13 septembre 2011, a été lancée l'initiative fédérale «Pour une Suisse neutre, à la fois ouverte sur le monde et attachée aux valeurs humanitaires (Initiative sur la neutralité)». Le principe de la neutralité armée perpétuelle fait partie des piliers indispensables de la conception de l'Etat suisse, et est depuis toujours fermement ancré dans la population suisse. Dans l'étude «Sicherheit 2011. Aussehen, Sicherheits- und Verteidigungspolitische Meinungsbildung im Trend» de l'EPFZ (éd. par Tibor Szvircevic Tresc et Andreas Wenger), l'approbation de la neutralité a atteint 94% des personnes consultées! L'Armée est jugée nécessaire par 79% de la population, ce qui représente une augmentation de 5% par rapport à l'année précédente.

C'est l'intention des initiants d'ancrer le principe de la neutralité de manière fondamentale dans la Constitution fédérale. Jusqu'à présent, son respect fait partie des devoirs du Conseil fédéral et de l'Assemblée fédérale, mais sa reconnaissance dans un article séparé est certainement de mise.

Texte de l'initiative

La Constitution est modifiée comme suit:

Art. 54a (nouveau) Neutralité

La Suisse est neutre. Elle applique le principe de la neutralité armée perpétuelle.

Art. 58, al. 2bis (nouveau)

2bis L'armée effectue des missions à l'étranger exclusivement dans le cadre de l'aide en cas de catastrophe.

## «Si l'on veut un avion, alors le Gripen»

### Helmut Hubacher a confiance en les Suédois



Helmut Hubacher (photo mad)

Courtemaiche (JU). La politique de sécurité était un des sujets principaux de Helmut Hubacher, ancien conseiller national et ancien président du PS. Il est convaincu que la Suisse a besoin d'avions militaires, aussi longtemps qu'elle possède une armée. Selon lui, c'est une nouveauté qu'au sujet de l'achat du Gripen, l'armée n'ait pas pu s'imposer face au Département de la défense.

Basler Zeitung: Monsieur Hubacher, l'armée suisse a-t-elle besoin d'un nouvel avion de combat?

Helmut Hubacher: Aussi longtemps que nous avons une armée, elle a besoin d'avions militaires. Pour les 10 ou 15 ans à venir, le FA/18 serait probablement suffisant. A mon avis, nous n'avons actuellement pas besoin de nouveaux avions. Mais si l'on veut se procurer un nouvel avion de combat, je suis pour le Gripen.

Pourquoi, parce qu'il est le modèle le meilleur marché?

Non, le Gripen suffit aux besoins de la Suisse. Je suis d'accord avec le conseiller fédéral

Ueli Maurer, quand il dit: ce qui est bon pour la Suède, est aussi bon pour la Suisse. J'ai confiance en cet avion. Dans le passé déjà, les Suédois ont offert leurs avions de combat. Quand, dans les années soixante, on évaluait le Mirage, le Draken suédois était également en discussion.

Quelle impression vous fait Ueli Maurer, le ministre de la Défense, concernant cet achat d'avion?

Ce qui est nouveau pour moi, c'est que ce n'est pas le commandant de l'aviation qui décide de l'achat mais le chef du département concerné, et qu'il n'est plus nécessaire que ce soit le meilleur avion. Les anciens chefs du département militaire montraient moins clairement qui était le patron.

Depuis hier, on sait que la Suède garantit le prix, la technologie et le délai de livraison du Gripen. L'Etat suédois est donc la

partie contractante de la Suisse. Avez-vous confiance en cet accord?

Mais bien sûr, les Suédois ont déjà prouvé qu'ils étaient dignes de confiance. Il est tout à fait sensé que la Suisse neutre collabore avec la Suède neutre et non pas avec un partenaire de l'OTAN, tels les Etats-Unis ou la France.

(Traduction Horizons et débats)

Source: Basler Zeitung du 29/8/12. Interview accordé à Thomas Lüthi.

«... tout à fait sensé que la Suisse neutre collabore avec la Suède neutre ...»

## «Going to Court»

par René Schneider

Le 27 août 2012, on a annoncé une émission sur *Deutschlandfunk*<sup>1</sup>:

«La dispute sur l'accord fiscal avec la Suisse s'aggrave. Un professeur de Zurich propose de barrer l'accès au tunnel du Gothard aux Allemands ou de le leur rendre plus difficile d'accès. Le fait que la Rhénanie-du-Nord-Westphalie continue d'accaparer des données dérobées de banques suisses ne provoque pas seulement dans notre pays limitrophe des vagues de colère. Le gouvernement fédéral reproche aux Länder dirigés par la SPD (parti socialiste) de mettre en danger avec ces acquisitions l'accord fiscal déjà négocié. Les sociaux-démocrates par contre parlent de banditisme fiscal et de crime organisé. Pour eux, l'accord fiscal négocié ne va pas encore assez loin et ils veulent maintenant le faire échouer au Conseil fédéral.

- A-t-on le droit d'acheter des données bancaires volées?
- Peut-on permettre aux fraudeurs fiscaux de s'en tirer en payant des suppléments?
- La politique de Berlin doit-elle restée ferme, doit-on envoyer la cavalerie en Suisse comme *Peer Steinbrück* l'a proposé jadis?
- Ou bien l'accord fiscal sert-il à garantir enfin la sécurité juridique et une source de revenu régulière?

Les invités du studio:

- *Antje Tillmann*, députée de la CDU au Bundestag et directrice adjointe de la Commission des Finances
  - *Manfred Lehmann*, président du syndicat fiscal de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie
  - *Casper Selg*, correspondant de la Schweizer Radio DRS en Allemagne
  - Présentation et rédaction: *Martin Zagatta*
- Ce qui a été offert aux auditrices et auditeurs, c'est une discussion dans laquelle avant tout Monsieur Selg (RTF) a brillé par des arguments objectifs, car il n'était lié sous aucune forme ni à la CDU ni au «Syndicat fiscal de la NRW», proche de la SPD.

### La composition de la liste des invités en dit long

La dame de la fraction CDU du Bundestag n'a pas été confrontée à un interlocuteur de force égale issu de l'opposition SPD du Bundestag, même pas à un député de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui a maintenant acquis le douzième disque de données illégal, mais simplement à un représentant du syndicat fiscal qui a revêtu le rôle d'un défenseur de cette pratique illégale, à qui on donne naturellement foi quand il dit que la fraude fiscale est un acte méprisable qui doit être poursuivi, sans prendre le risque de «brûler» ainsi un membre de la SPD de l'un ou de l'autre Parlement, comme on dit si bien dans le jargon des agents.

La dame de la CDU peut bien parler comme elle veut, la SPD n'en a rien à faire, ni en tant qu'opposition au Parlement ni en tant que gouvernement de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW).

C'est bon qu'au moins l'opinion suisse ait été représentée par le correspondant de la RTF en Allemagne, dont les arguments étaient au-dessus de tous partis politiques.

### Droit pénal, droit constitutionnel et droit international

Dans sa première intervention, Madame Tillmann (CDU) a exprimé qu'il s'agissait surtout d'une question d'«Etat de droit», Monsieur Selg a parlé même de droit international. Malheureusement, on en est resté à ces mentions, le reste du débat a tourné autour de la question de poursuites pénales pour les fraudeurs allemands, le cas échéant pour leurs assistants des banques suisses et de l'«Accord entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne concernant la coopération en matière de fiscalité et de marchés financiers», qui a été signé le 21 septembre 2011 à Berlin et n'est pas encore entré en vigueur.<sup>2</sup>

La question évidente qui se pose, à savoir quelle institution indépendante pourrait régler le conflit, n'a malheureusement pas été discutée, étant donné que tous les participants de la ronde manquaient de vue d'ensemble. Chacun ne voyait que les questions et réponses faciles à deviner.

«Yet, for over 50 years, there has existed an institution that could have helped to avoid many of these wars using international law. The countries of the world are already theoretically bound by the UN Charter to seek judicial settlement before going to war, yet the legal arm of the UN itself is largely unknown, unreported, under-financed and unappreciated by member states. This noble institution is the International Court of Justice. One must ask: Why is the Court so ignored?»

A la base de la problématique se trouve bien sûr le contrevenant, le fraudeur allemand et le cas échéant son assistant siégeant dans les banques suisses (bien que le «banquier» ordinaire n'est certainement pas un «bankster», ici, il faut distinguer finement). Là, les contribuables honnêtes se fâchent à juste titre contre le ou les délinquants et la jalousie de celui qui lui-même frauderait volontiers des millions s'il en possédait, est tout aussi honnête!

D'autres ont été socialisés dans la République fédérale d'Allemagne, Etat de droit, construit sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale et appelé «Allemagne de l'Ouest» ou «W-Germany» jusqu'à l'adhésion de l'Etat de l'Allemagne centrale situé entre l'Elbe et l'Oder. Celui qui est né le jour de la proclamation de la Loi fondamentale du 23 mai 1949, a maintenant 63 ans, cela veut dire qu'il a dans sa maison parentale, à l'école, à l'université et à d'autres endroits de la formation politique, toujours entendu la phrase suivante: «Le pouvoir législatif est lié par l'ordre constitutionnel, les pouvoirs exécutif et judiciaire sont liés par la loi et le droit.»<sup>3</sup>

Cette phrase n'a-t-elle plus de valeur depuis que Madame *Merkel*, socialisée en ancienne «RDA», peut exercer le pouvoir dans «toute l'Allemagne» en tant que Chancelière? L'Allemand de l'Ouest doit-il détourner les yeux ou les fermer, lorsque des esprits simples des partis rouge et vert violent la Constitution et le Droit international, comme en 1999 lors de la guerre contre la Yougoslavie? Si Madame *Merkel*, représentée par son ministre des Finances, *Wolfgang Schäuble*, se trouve dans la «dispute fiscale» encore plus du côté de la Constitution que ses adversaires ouvertement criminels de la SPD et leurs alliés, ce n'est qu'une preuve de la sournoiserie politique de ces acteurs: *Merkel* et *Schäuble* peuvent de prime abord rester fidèles à l'Etat de droit et faire le bon apôtre sur le plan de la politique extérieure, pendant que les membres de la SPD accomplissent le «sale boulot» et continuent à se rendre mal aimés sur la scène internationale. D'une manière ou d'une autre, les supports de données sont achetés, l'argent coule dans les caisses vides des Länder et du Bund et peut de là être pelletter à poignée de main dans le vrai gouffre – sans Constitution démocratique – c'est-à-dire dans le monstre de l'UE. Madame *Merkel* aspire à toujours plus de pouvoir au sein de l'UE et cela ne fonctionne que si tout le monde est mis au pas.

### Droit constitutionnel, violation du droit intérieur

La République fédérale d'Allemagne n'est plus depuis l'adhésion de la «RDA» le 3 octobre 1990, la bonne vieille «République de Bonn», laquelle était nommée affectueusement l'Allemagne de l'Ouest, avant qu'un certain Monsieur *Kohl* et ses successeurs aient détruit toutes ses valeurs péniblement conquises, seulement pour en profiter personnellement. *Kohl*, homme plein d'ambition, voulait à tout prix s'assurer une place dans les livres d'histoire de l'UE, il a sacrifié pour cela le «Deutsche Mark» en échange de la servitude européenne et il a cimenté le partage de l'Allemagne: Ce qu'on a fait passer à la population pour un «Accord d'entente», voire la «Réunification» n'était en vérité ni plus ni moins que le renoncement

«Depuis plus de 50 ans, il existe une institution qui pourrait aider à empêcher beaucoup de ces guerres abusant du droit international. Les pays du monde sont tenus déjà par la Charte de l'ONU de trouver un arrangement juridique avant de partir en guerre; pourtant, le bras juridique de l'ONU reste lui-même pratiquement inconnu, il n'est jamais l'objet de rapport, il est sous-payé et n'est pas pris en compte par les pays membres. Cette institution noble est la Cour internationale de Justice. On doit se demander pourquoi elle est tant ignorée.»

illégal au niveau du droit international et constitutionnel aux Länder allemands situés à l'Est de l'Oder et de la Neisse dont on se souviendra toujours. Les fondateurs et fondatrices de la République fédérale d'Allemagne ne se l'étaient pas imaginé ainsi en formulant le dernier article de la Loi fondamentale: «La présente Loi fondamentale, qui, l'unité et la liberté de l'Allemagne ayant été parachées, vaut pour le peuple allemand tout entier, devient caduque le jour de l'entrée en vigueur d'une constitution adoptée par le peuple allemand en pleine liberté de décision.» (Art. 146 de la Loi fondamentale)

*Gerhard Schröder* et *Joseph Martin* alias «*Joschka*» *Fischer*, les successeurs de Monsieur *Kohl*, qui ont participé en 1999 à la première guerre d'agression des Etats membres de l'OTAN contre la Yougoslavie souveraine, guerre illégale bien sûr et contraire au droit international, ont poussé encore plus loin. Le temps de la paix en Allemagne a duré du 8 mai 1945 au 24 mars 1999 et ainsi une époque touchait déjà depuis longtemps à sa fin, lorsque que Monsieur *Kohl* a échangé l'ancienne Allemagne, le Deutsche Mark et le peuple allemand contre l'«Union européenne» en signant le traité de Maastricht (1992), en introduisant l'«euro» en tant que monnaie (2002) et la «citoyenneté européenne» dans le passeport. Que d'autre doit faire maintenant la «fille de *Kohl*», comme on l'appelait au temps de son apprentissage auprès de Monsieur *Kohl*, que d'accaparer le pouvoir au sein de cette formation européenne? Doit-elle attendre jusqu'à ce que l'Angleterre, la France, l'Espagne et d'autres puissances hégémoniques dans l'UE prennent le volant en mains? Même si ces pays le voulaient, ils n'en seraient pas capables, car ils manquent de force économique.

Ces pays ne manquent pas seulement de force économique, mais aussi d'un guide: Madame *Merkel*, «die Machtfurie aus dem Osten»<sup>4</sup> [la possédée du pouvoir en provenance de l'Est], comme le quotidien autrichien «*Kurier*» intitulait une critique du livre actuel «*Die Patin*» [La Marraine].<sup>5</sup>

Le critique, Monsieur *Frauscher*, termine son article en constatant qu'on ne peut pas assez souligner:

«En Allemagne, on peut depuis la Réunification monter en grade, [...] en passant outre toutes les directives, qui retiennent les joueurs de l'ancien monde occidental: normes juridiques et valeurs constitutionnelles, traités et liberté de concurrence, standards éthiques et consensus fondamental sur les valeurs morales.»

Qui s'étonne donc encore que Madame *Merkel*, la «fille de *Kohl*», la «possédée du pouvoir» socialisée en «RDA», enfrenne volontiers la Constitution allemande et le droit international pour en tirer un profit personnel.

### Droit international, violation du droit entre Etats

Il y a deux ans encore, Madame *Merkel* et son ancien ministre des Finances *Peer Steinbrück*, étaient personnellement et bêtement responsables du commerce illégal avec les voleurs de données, secondés par l'ancien Ministre de l'intérieur, *Schäuble*, selon lequel ceci serait «juridiquement en ordre et objectivement nécessaire».<sup>6</sup>

Aujourd'hui, Monsieur *Schäuble* caractérise ce même acte comme «hypocrite, lorsqu'un ministre des Finances social-démocrate [...] coopère avec des criminels»,<sup>7</sup> bien

qu'en 2010, il ait lui-même «cherché désespérément un Land qui achète les CD avec les données de fraudeurs fiscaux de Bade-Wurtemberg».<sup>8</sup>

Mais cette coopération interne à l'Etat (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) «avec des criminels» est quant aux relations extérieures avec la Suisse, donc sur le plan du droit international, un acte de la République fédérale d'Allemagne. Dans les relations externes entre Etats souverains, ce ne sont pas les fraudeurs méchants et les bons inspecteurs fiscaux qui agissent, mais c'est le membre souverain de la communauté internationale, la République fédérale d'Allemagne, qui doit se porter responsable de ces «deals» criminels du gouvernement du Land à Düsseldorf et le représenter à l'extérieur. Madame *Merkel* aurait toutes les raisons d'aller battre sa coulpe à Berne et de demander pardon, mais au lieu de cela, elle siège comme une araignée dans sa toile, attendant une proie grasse.

Alors on peut se permettre la question de savoir combien de temps encore la Suisse veut se laisser faire et quand elle sollicitera auprès de la *Cour internationale de Justice* (CIJ) une protection juridique.

Tant que l'Allemagne de *Merkel* encourage chaque voleur de données en le récompensant par des millions d'euros, pour déstabiliser la Suisse souveraine par l'intérieur tout comme par l'extérieur et pour déformer l'image positive de ce pays neutre et fortuné, que les Suisses ont péniblement construit, alors il n'y aura pas de paix juridique.

Les cartes diplomatiques sont jouées, l'«Accord entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne concernant la coopération en matière de fiscalité et de marchés financiers»<sup>9</sup> a été conduit à l'absurde déjà du fait de la dispute sur la déclaration allemande dans le document final de cet accord avant que celui-ci soit entré en vigueur et la cavalerie belliqueuse de *Steinbrück* devrait pas non plus apporter une alternative souhaitable d'un côté comme de l'autre.

### «Going to Court», souvenir personnel et recommandation

Lorsque le 10 mai 1999, j'ai visité pour la première fois la Cour internationale de Justice à La Haye, c'était l'effervescence: On négociait sur la requête [urgente] de la Yougoslavie contre les Etats membres de l'OTAN à propos de la protection juridique contre la guerre des bombes illégale réduisant à cette époque la Yougoslavie en cendres. Par hasard, j'ai fait la connaissance de Monsieur *David Head*, un honnête homme âgé de Londres qui m'a offert une petite brochure intitulée «Going to Court not War». Dans celle-ci, j'ai lu ces phrases dignes d'attention:

«Yet, for over 50 years, there has existed an institution that could have helped to avoid many of these wars using international law. The countries of the world are already theoretically bound by the UN Charter to seek judicial settlement before going to war, yet the legal arm of the UN itself is largely unknown, unreported, under-financed and unappreciated by member states. This noble institu-

Suite page 8

<sup>1</sup> Source/URL: [www.dradio.de/dlf/programmtipp/vorschau\\_dlf/1848520/](http://www.dradio.de/dlf/programmtipp/vorschau_dlf/1848520/)

<sup>2</sup> Source/URL: prépublication de l'Accord du 21/9/11, [www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/24360.pdf](http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/24360.pdf)

<sup>3</sup> Article 20 al. 3 de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (GG), le soi-disant principe d'Etat de droit

<sup>4</sup> Source/URL: critique de livre de Reinhard *Frauscher*, in «*Kurier*» du 24/8/12, p. 6. <http://kurier.at/nachrichten/4509315-angela-merkel-die-machtfurie-aus-dem-osten.php>

<sup>5</sup> Gertrud *Höhler*: «*Die Patin – Wie Merkel Deutschland umbaut*», Orell Füssli, 296 pages

<sup>6</sup> Source: *Financial Times Deutschland* du 18/2/08

<sup>7</sup> Source/URL: «*Bild*» du 23/7/12, [www.bild.de/politik/inland/wolfgang-schaeuble/warum-muessen-wir-fuer-spaniens-banken-blechen-25284794.bild.html](http://www.bild.de/politik/inland/wolfgang-schaeuble/warum-muessen-wir-fuer-spaniens-banken-blechen-25284794.bild.html)

<sup>8</sup> Source/URL: «*Der Spiegel*» n° 12/2012 du 22/3/10, [www.spiegel.de/spiegel/print/d-69628949.html](http://www.spiegel.de/spiegel/print/d-69628949.html)

<sup>9</sup> Source/URL: prépublication de l'Accord du 21/9/11, [www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/24360.pdf](http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/24360.pdf)

Session d'automne des Chambres fédérales 2012: Loi sur la prévention (LPrév)

# La politique «extérieure» en matière de santé (PES) du Conseil fédéral court-circuite le Parlement et le peuple

## La pieuvre OFSP – pour faire plaisir au grand capital international

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Dans la session d'automne des Chambres fédérales, les conseils helvétiques s'occuperont de la loi sur la prévention pour la troisième et dernière fois. Le conseil des Etats n'était pas convaincu de cette loi centraliste, qui veut couper l'herbe sous les pieds des structures fédérales bien opérationnelles dans le secteur de la santé suisse, et s'ingérer dans la vie privée des citoyens. Il est évident qu'un tel règlement étranger n'a pas son origine en Suisse, mais qu'il est imposé de l'extérieur. Il est aussi clair qu'une politique de prévention centralisée par l'OFSP (Office fédéral de la santé publique) ne serait sûrement pas meilleur marché que la médecine préventive des cantons et des communes, tout comme de nombreux organismes privés dans le pays.

Après sa décision d'irrecevabilité de décembre 2011, le conseil des Etats a accepté l'entrée en matière sur la loi sur la prévention, au deuxième tour le 1<sup>er</sup> juin 2012, par la voix prépondérante de son président. Dans la consultation de détail, le conseil des Etats a éliminé quelques-uns des articles impossibles qui sentent trop la provenance étrangère.

Il intéressera sûrement, et alertera notre Parlement et la population, d'apprendre que l'Office fédéral de la santé publique a initié depuis longtemps sa politique de prévention planifiée – avec ou sans le consentement du parlement à la LPrév!

Alors que le Conseil national et le Conseil des Etats examinent très en détail et consciencieusement la loi sur la prévention, dont la mise en réalisation est toujours ouverte, le Conseil national – méprisant les compétences supérieures du législatif – a adopté le 9 mars 2012 une soi-disant politique «extérieure» en matière de santé (PES),<sup>1</sup> qui émane du service «international» de l'Office fédéral de la santé publique. Cette PES n'est pas du tout seulement dirigée vers l'extérieur, mais contient dans de vastes parties l'intégration d'influences extérieures dans la politique intérieure.

- La PES anticipe les tendances, les objectifs et les moyens de la loi sur la prévention déjà en court-circuitant le Parlement, et elle va en partie beaucoup plus loin.

### L'OFSP dirige l'administration fédérale entière d'après des directives venant de l'extérieur

Une loi fédérale sur la prévention serait nécessaire à cause d'un soi-disant manque

### «Going to Court»

suite de la page 7

tion is the International Court of Justice. One must ask: Why is the Court so ignored?»<sup>10</sup>

Depuis et avant tout grâce aux plaintes de la Yougoslavie contre les agresseurs de l'OTAN, la CIJ est sortie de l'ombre et entrée en scène et ses services sont de plus en plus sollicités. Aujourd'hui, la question de savoir pourquoi on «ignore» cette Cour, ne se pose plus de cette façon générale.

L'Allemagne prétend être un Etat de droit, c'est défini ainsi dans la Loi fondamentale. Mais il y a quatre ans, lorsque l'Allemagne a mené la première attaque contre la principauté du Liechtenstein souverain, un banquier suisse était déjà d'autre avis.<sup>11</sup>

La Suisse, elle aussi, est un Etat de droit. C'est pourquoi, elle ne devrait pas hésiter à prendre le chemin fondé sur le droit vers la CIJ, mais le parcourir de manière souveraine et fière et porter plainte.

(Traduction Horizons et débats)

<sup>10</sup> Source/URL: Institute for Law and Peace (Hrsg.), «Going to Court not War», 4<sup>e</sup> édition, Londres, janvier 1999, p. 2; cf. David Head, «Going to Court not War», in: «Medicine, Conflict and Survival», Vol. 15, 1999, p. 149–156 (p. 149), www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13623699908409449#preview

<sup>11</sup> Source/URL: «Konrad Hummler über Steuerhinterziehung», in: Die Weltwoche, n° 12/08, www.weltwoche.ch/ausgaben/2008-12/artikel-2008-12-deutschland-ist.html

de coordination des «acteurs» dans le secteur de la santé suisse – c'est cela que veut faire croire l'OFSP aux parlementaires. En réalité, il y a déjà depuis 2006 une «coordination orientée vers les résultats», dans le domaine de la santé, entre les différents départements, les offices fédéraux et d'autres bureaux fédéraux. A l'époque, «une convention d'objectifs nationale interministérielle» relative à la politique de la santé a été produite comme «un instrument majeur de travail et de conduite pour l'administration fédérale». Le but est une cohérence étroite dans tous les domaines de la politique. (PES, p. 7)

«Une PES cohérente cherche à établir des synergies entre les différents domaines politiques. L'objectif est que chaque secteur puisse mettre en œuvre de «meilleures» politiques à son niveau, qui renforcent ainsi la crédibilité, la transparence et l'efficacité de la politique suisse dans son ensemble.» (PES, p. 15)

On n'en croit pas ses yeux: Peu de temps avant le collapsus de l'espace du dollar, le Conseil fédéral veut nous servir de telles formulations? Le Conseil fédéral boit-il de l'absinthe à la place de lait?

Dans le texte, l'expression «coordination» veut donc dire le contrôle de la politique de la santé par l'OFSP dans toute l'administration fédérale et en référence à tous les décrets de la Confédération. En outre, «coordination» veut dire le nivellement de différentes opinions selon la doctrine de l'Office fédéral de la santé publique: «Grâce à cette convention [l'accord sur le but de 2006], il a également été possible de faire converger les positions et d'encourager les services fédéraux concernés à faire des compromis.» (PES, p. 7)

A la page 17 suit une liste des administrations fédérales assez complète – avec la possibilité d'y inclure toutes les autres – qui doivent être englobées dans la PES souhaitée:

### La pieuvre Office fédéral de la santé publique

«Le DFAE et le DFI sont les deux départements fédéraux les plus impliqués dans la PES, par le biais de la Division Politiques extérieures sectorielles DPES et de la DDC, d'une part, et de l'OFSP, d'autre part.

Il s'agit toutefois d'associer d'autres services à cette politique, et notamment la Division Nations Unies et organisations internationales et la Division Sécurité humaine du DFAE, le Bureau de l'intégration DFAE/DFE, l'Office fédéral de la statistique (OFS), le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER), l'Office fédéral des migrations (ODM), l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle (IPI), la base logistique de l'armée (BLA), le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) ainsi que l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). D'autres services fédéraux comme l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), l'Institut suisse des produits thérapeutiques (Swissmedic), la Régie fédérale des alcools (RFA), l'Office vétérinaire fédéral (OVF), et l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) sont impliqués au cas par cas.» [Mise en valeur de l'auteur] (PES, p. 17)

Cette direction centralisée est appelée «politique de santé extérieure» de toute l'administration fédérale par l'Office fédéral de la santé publique, visiblement pour que l'implémentation en soit réglée par les prétendues «recommandations» de l'OMS et de l'OCDE – même si c'est seulement à travers un ordre administration interne.

### Des cantons comme simples destinataires d'ordres – mépris du fédéralisme

Mais c'est non seulement la majeure partie de l'administration fédérale qui est englobée dans la prétendue PES, mais aussi le restant des institutions privées et de l'Etat dans le secteur de la santé de la Suisse. La Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) doit aussi être incluse dans la PES, car

«la politique de la santé incombant principalement aux cantons» [mise en valeur de l'auteur]. Tout à coup, il ne s'agit plus de politique extérieure de la santé, mais de politique de santé.

Une fois de plus, le Bundesrat passe pardessus l'ordre de compétence fédéraliste: Après avoir mentionné gracieusement que la politique de la santé est en fait l'affaire des cantons, il réduit les cantons à quelques conseils d'Etat de la CDS – si ceux et celles-ci représentent vraiment les intérêts et les requêtes de tous les cantons? Comme prévu dans le projet de loi de prévention (article 11), les cantons doivent être transformés en simples receveurs d'ordres pour la réalisation de la politique de la santé fédérale – on appelle cela depuis peu du fédéralisme «d'obéissance» dans la langue administrative fédérale (en référence à l'UE?).

### La moitié de la Suisse doit être gérée par l'OFSP

Dans la politique extérieure de santé dirigée par l'administration fédérale, il y a, à côté de la Commission de gestion (CdG), de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS) du Parlement, des organisations non-gouvernementales comme Santé publique Suisse, ou des organisations de coopération de développement, puis des associations professionnelles, par exemple la Fédération des médecins suisses (FMS) et celle des professions soignantes comme l'Association suisse des infirmières et infirmiers, des fournisseurs de services (comme les hôpitaux, les assureurs etc.) et le secteur privé de l'industrie (pharmaceutique, Med-Tech, alimentaire etc.). S'y ajoutent encore des organisations internationales domiciliées en Suisse et des institutions du *Public Private Partnership*, «s'intéressant à la politique extérieure en matière de santé» [mise en valeur de l'auteur], (PES, p. 18).

Comme on le voit ici, la moitié de la Suisse est entraînée dans la stratégie de la santé de l'OFSP. Ainsi, les groupes pharmaceutiques et des assurances doivent ouvertement prendre part aux décisions, et décider quel mode de vie est sain pour nous citoyens!

Particulièrement frappante est l'intégration des *Public Private Partnerships*: Il s'agit ici d'entreprises privées et orientées vers le profit, qui construisent, organisent et dirigent, en Allemagne par exemple, des écoles publiques et des hôpitaux entiers ainsi que des administrations communales – et qui usurpent en outre le pouvoir des autorités communales. D'ailleurs une affaire très lucrative; ce n'est donc pas étonnant que les PPP soient «intéressés à la politique extérieure de la santé». En Suisse, les PPP ont à peine commencé à investir dans ce domaine jusqu'à présent, parce que les décideurs de la démocratie directe ne veulent pas se laisser de telle façon déposséder de leurs droits. Qu'il en soit ainsi!

### L'évaluation de l'impact sur la santé et les déterminants de la santé: introduits dans le dos du Conseil des Etats

«L'évaluation de l'impact sur la santé», que le Conseil des Etats avait biffée dans l'ébauche de la loi sur la prévention en juin 2012, est réintroduite par la porte arrière avec la soi-disant politique extérieure en matière de santé (PES) (cf. le paragraphe intitulé «L'OFSP dirige l'administration fédérale entière d'après des directives venant de l'extérieur»): Chaque décision de la Confédération et des cantons doit être contrôlée selon son impact sur la santé.

Une autre notion importée des Etats-Unis et refusée par le Conseil des Etats, est celle des «déterminants de la santé». Dans la PES ils sont cependant introduits: Sous ce titre on peut lire ceci: «La prise de conscience des déterminants par les autres secteurs est encouragée tant au niveau national qu'international./Les approches et solutions définies pour influencer sur les déterminants de la santé sont développées de manière à pouvoir être réalisées./La mise en œuvre des stratégies visant à promouvoir la santé est encouragée./

Dans les programmes opérationnels, la collaboration et les processus multisectoriels et intersectoriels sont utilisés et encouragés.» (PES, p. 28)

### Bureau de coordination de la politique extérieure en matière de santé au lieu d'un institut de prévention

L'institut suisse de prévention rejeté par le Conseil national au premier tour déjà est remplacé par le bureau de coordination de la politique extérieure en matière de santé qui veille «à garantir la cohérence entre la PES et la politique extérieure suisse dans son ensemble» tout en associant dans ce but les services fédéraux et en mettant des informations à leur disposition. (PES, p. 33)

- En adoptant la loi sur la prévention le Parlement, sous la pression des «experts de la prévention», ne peut que donner le feu vert à ce que le Conseil fédéral a de toute façon l'intention de réaliser. Ce fait suffit à lui seul à refuser clairement ce paquet frauduleux qu'est le Mogelpackung.

### Les buts alarmants de la politique extérieure suisse en matière de santé

Il est très intéressant de lire les 20 objectifs de la PES énumérés sous forme de tableau: A côté d'un engagement sensé pour la santé dans les pays en voie de développement ou les nouveaux pays industrialisés, la PES du Conseil fédéral poursuit également des objectifs qui se présentent de manière tout à fait différente:

#### Raccordement plus étroit à l'UE (objectif 1)

On peut lire entre autre les résultats visés suivants:

«Un accord est conclu avec l'UE dans le domaine de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la sécurité des produits et de la santé publique.»/«La Suisse participe aux institutions européennes majeures œuvrant dans le domaine de la santé, de même qu'à leurs systèmes d'alerte rapide (ECDC, EWRS, EFSA, RASFF), ainsi qu'au programme de la santé.» (PES, p. 27)

- Ansi, l'OFSP dit maintenant ouvertement quels accords bilatéraux la Suisse devrait signer et à quels programmes UE elle devrait participer!

#### L'OFSP promeut l'influence de l'OCDE

«La Suisse veille depuis plusieurs années à renforcer la collaboration entre l'OCDE et l'OMS. Elle a notamment financé le détachement d'un expert de l'OMS à l'OCDE pour une durée de deux ans.» (PES, p. 24) De là, on veut influencer le système suisse de la santé publique: «Les comparaisons bilatérales et multilatérales (OCDE, OMS, etc.) permettent d'obtenir des informations-clés pour le développement ultérieur du système suisse de la santé.» (PES, p. 27)

En vérité, ces deux organisations n'ont rien à faire l'une avec l'autre. L'OMS est une organisation importante de l'ONU, tandis que l'OCDE n'est rien qu'un simple bureau rédigeant sans autorisation des listes de classement et des statistiques, et s'ingérant ainsi dans les affaires intérieures des Etats souverains tout en éludant leurs lois internes; par exemple à l'aide des listes noires ou grises concernant les oasis d'impôts – en excluant toutefois les oasis fiscales anglo-américaines. Ou en s'ingérant dans les systèmes éducatifs nationaux au moyen des systèmes de Bologne et de PISA.

Quant à la santé publique, l'OCDE et l'OMS ont, sur invitation du conseiller fédéral Couchepin (!), fourni en 2006 et 2011 un catalogue global de «recommandations» pour l'«amélioration» de notre système de la santé publique – pourtant reconnu bon – et ceci prévention incluse.<sup>2</sup>

- Ni le Parlement, ni le peuple ne sont interrogés pour savoir si nous voulons de ces influences étrangères et de ces ingérences.

# La Suisse libre est un modèle pour l'Allemagne

«Il est pour moi à peine supportable que la Suisse fière, nation née de la volonté collective, restreigne sa souveraineté fondée sur le droit, afin de subvenir aux souhaits financiers d'un autre Etat»

par Reinhard K. Sprenger\*

Au lieu de tabasser hautainement la république alpine et d'envoyer des inspecteurs du fisc, les Allemands bruxellisés devraient comprendre ce qui constitue la souveraineté et la liberté des citoyens.

Si j'étais Suisse, je refuserais le traité fiscal entre la Suisse et l'Allemagne. Je le refuserais, parce qu'il nuirait à l'Allemagne. Nuire, non pas dans le sens que quelques politiciens du parti social-démocrate en campagne électorale braillent aveuglément dans chaque micro. C'est grave quand des politiciens démentent l'Etat de droit en faisant affaire avec des criminels, voire même se vantent de l'achat de bien volé.

C'est grave si un système d'autodénonciation est édifié sur la base d'une grotesque surcriminalisation et d'intimidation, qui est plus proche du banditisme organisé que d'un système fiscal légal et légitime.

C'est grave que l'Allemagne combatte un prétendu paradis fiscal au lieu de son propre désert fiscal.

Il est pour moi à peine supportable que la Suisse fière, nation née de la volonté collective, restreigne sa souveraineté fondée sur le droit, afin de subvenir aux souhaits financiers d'un autre Etat. La sécurité juridique (que l'on pourrait aussi nommer une hésitation à la modernisation du droit) a toujours été un pilier de l'identité suisse – et est, d'ailleurs, indispensable pour chaque développement de prospérité économique.

D'un point de vue historique, la Suisse détient comme aucun autre pays la réputation de protéger les droits fondamentaux et

les droits de propriété des gens – de tous les gens, peu importe d'où ils venaient et quelles attaques contre leur propriété étaient à repousser.

Le secret bancaire est l'expression de ce principe fondamental de l'Etat de droit helvétique: la protection de la sphère privée, à laquelle les finances appartiennent également. En fait, le secret bancaire n'a jamais été un secret pour éviter les impôts – même si la politique allemande voudrait le voir ainsi, afin de criminaliser ses propres citoyens.

Mais il honore un bien qui pèse plus lourd que la transparence fiscale absolue: la liberté de l'individu. Et cela est avant tout pratique. Car d'après tout ce que l'on sait, en Suisse et en Nouvelle-Zélande que l'honnêteté fiscale est la plus élevée. Non pas malgré, mais grâce au secret bancaire.

Pour moi il est inacceptable que la Suisse collecte des impôts pour un autre pays, et que de par ce fait elle contribue à ce qu'en Allemagne personne n'ait à réfléchir aux causes systématiques de l'évasion fiscale (qui se fait en masse et non seulement en profitant de la Suisse).

Avec le modèle de l'impôt libérateur, on soutient la vision que l'argent des citoyens est de façon latente l'argent de l'Etat, et de par ce fait n'a pas le droit d'affluer à l'étranger. C'est une vision qui est totalement étrangère à la Suisse: Là le citoyen est le propriétaire primaire du fruit de son travail.

La Suisse n'est pas un paradis fiscal. Et pourtant elle est une épine dans la peau des grands proxénètes euro-fiscaux. Colmater la possibilité d'évasion aurait pour effet de désinhiber totalement l'état fiscal étatique en Allemagne; c'est-ce qu'on appelle dans le jargon de l'EU «harmonisation», c'est-à-dire la ligature du sys-

tème de concurrence, mène déjà aujourd'hui à une escalade de l'emprise de l'Etat.

Et surtout la Suisse est un modèle concernant son Etat efficace par concurrence d'impôts – qui n'est pas aussi ruineux que la gauche allemande aimerait le voir. En tout cas une misère généralisée et des caisses de l'Etat vides en Suisse me sont jusqu'à présent restées inconnues.

La Suisse a souvent été décrite comme contre-modèle: par *Justus Moser*, *Benjamin Constant*, *Alexis de Tocqueville* et particulièrement par *Wilhelm Röpkke*. La Suisse signifie une construction d'Etat coopérative, décentralisée, de bas en haut, pour l'opposition à l'égalitarisme, pour des citoyens politiquement bien cultivés et amoureux de la liberté, qui se défendent encore fièrement avec une attitude droite, là où 80 millions d'Allemands bruxellisés ne font plus que hocher la tête de façon fatiguée.

En Suisse la démocratie est respectée et non pas contournée comme quelque chose de désagréable; ici aucune Cour constitutionnelle ne doit rappeler à un gouvernement qu'il y a encore un souverain. La Suisse est un modèle pour une compensation sociale intelligente, elle a un marché de travail libéral avec une grande capacité d'intégration, une autonomie fiscale communale et surtout des moyens d'influence par la démocratie directe, qui rencontrent un large intérêt international.

Surtout de la discipline de budget des Suisses, tous les pays de l'UE devraient se couper une grosse tranche: accumuler des réserves pendant les bonnes périodes, maintenir les impôts modérés et investir dans les infrastructures. C'est ainsi que ça fonctionne.

Je ne connais aucun pays où la conscience «l'Etat – c'est nous tous» est aussi répandue

qu'en Suisse. Et je ne connais pas d'autre Etat, où, en même temps, un scepticisme libéral à l'égard d'un Etat central pénétrant est aussi prononcé. Mais je ne connais que peu de politiciens allemands qui sont prêts et intellectuellement capables de comprendre ce caractère conditionnel réciproque.

Et en même temps la Suisse est le pays le plus européen de tous – si l'on ne considère pas l'Europe comme un monstre de bureaucratie uniforme, – mais comme une diversité, une ouverture et une concurrence. Ici on ne force pas à tenir ensemble – comme dans l'UE – ce qui n'a rien à faire ensemble.

Ici on soigne de bonnes relations de voisinage, mais on se laisse réciproquement tranquille, on est certes poli, mais pas forcément amical, on laisse chacun régler lui-même ses affaires. D'après la devise de *Dürrenmatt*: Soit humain, garde tes distances.

Pour celui qui se rebelle contre les slogans prétendant qu'il n'y a pas d'alternatives (!) – formulés d'ailleurs par ceux dont l'hostilité démocratique ne peut être dépassée que par leur cynisme – alors la voilà, l'alternative. Si ce n'est pour copier, alors pour s'orienter. Une chance pour l'Allemagne et un cadeau pour un monde libéral, qui a besoin d'espérance et qui cherche un modèle.

L'attitude invasive des Allemands, espérons-le, aide les Suisses à se concentrer sur les forces qui ont rendu ce pays sans pareil, libre, démocratique et prospère. Mais je ne suis pas Suisse, je suis Allemand. C'est la raison pour laquelle je souhaite une Suisse forte, sûre d'elle-même. Pour l'Allemagne. •

Avec l'aimable autorisation de l'auteur (publié dans *Die Welt* du 30/8/12)

(Traduction *Horizons et débats*)

## «La politique «extérieure» ...»

suite de la page 8

*Formation du personnel de santé suisse selon des directives issues de l'étranger (objectif 14)* «Le code de pratique mondial de l'OMS pour le recrutement international des personnels de santé est mis en œuvre./A partir de mai 2012, la Suisse rédige tous les trois ans un rapport sur la mise en œuvre du code de pratique de l'OMS./Le marché suisse tient compte des directives du code de pratique de l'OMS en matière de formation et de recrutement de personnel de santé.» (PES, p. 29)

Cela aussi représente une atteinte massive aux compétences des cantons: Tout d'un coup, les hôpitaux cantonaux et les écoles professionnelles doivent aligner leurs besoins en personnel et la formation de leur personnel de santé sur un code de pratique de l'OMS sans être consultés au préalable. L'OMS et l'OCDE avouent d'ailleurs que le système de la santé publique en Suisse est l'un des meilleurs qui soient.

*La loi sur la prévention est déjà introduite dans un programme, bien que le Parlement ou le peuple puissent encore la rejeter (objectif 16)*

«La Suisse met en œuvre de manière conséquente les programmes nationaux de prévention existants, de même que la loi sur la prévention et la promotion de la santé (loi sur la prévention) dès que celle-ci entrera en vigueur.» (PES, p. 29)

• *Faisons en sorte que la loi sur la prévention n'entre pas en vigueur!*

*L'OFSP veut combler de bonheur le monde entier avec son programme de distribution de la drogue. (objectif 17)*

Il ne suffit pas que *Thomas Zeltner* impose à la Suisse sa politique inadmissible en matière de drogue: Actuellement, la «politique «extérieure» suisse en matière de santé» se fixe comme objectif de distribuer autant que possible la drogue aux toxicomanes:

Objectif visé de la politique en matière de drogue: «Etablir au niveau international les quatre piliers de la politique en matière de drogue (prévention, thérapie et réinsertion, réduction des risques, contrôle et

répression)./La Suisse conserve la marge de manœuvre

dont elle jouit sur la scène internationale./L'approche suisse des quatre piliers (prévention, thérapie et réinsertion, réduction des risques et contrôle et répression) gagne en reconnaissance au niveau international.» (PES, p. 29/30)

• *Finalement, les élèves studieux de Thomas Zeltner au sein de l'OFSP actuel se vantent qu'il est celui qui a forcé la Suisse, il y a 20 ans, de réaliser une politique en matière de drogue ne cherchant pas avant tout à faire sortir un toxicomane de sa dépendance (comme dans presque tous les autres pays), mais à «traiter» la toxicomanie par la distribution d'héroïne et d'autres drogues.*

### Conclusion

Alors que la loi sur la prévention n'est adoptée ni par le Parlement ni par le peuple, le Conseil fédéral cherche à établir, en contournant la voie législative, une soi-disant «politique extérieure en matière de santé» qui n'a rien à faire avec un renforcement de la santé publique dans les pays en voie de développement et dans les nouveaux pays industrialisés, mais qui vise à introduire des influences fondamentales de l'étranger en Suisse. *Thomas Zeltner* n'est pas par hasard parfaitement «chez lui» aux Etats-Unis, mais il a développé de là son empire mondial de la politique en matière de santé. Par ce biais, notre Conseil fédéral «à la Vichy» veut créer une base sur laquelle tous les objectifs de la loi sur la prévention – même ceux qui ont déjà été rejetés par le Parlement – soient introduits clandestinement à l'insu du législatif et sans que celui-ci s'en aperçoive.

La session d'automne est à la porte: Le conseil national et le conseil des Etats ont le pouvoir de décider: Il est encore temps de rejeter la loi sur la prévention. •

<sup>1</sup> [www.bag.admin.ch/themen/internationales/13102/index.html?lang=fr](http://www.bag.admin.ch/themen/internationales/13102/index.html?lang=fr)

<sup>2</sup> «Eco-Santé OCDE 2006, Comment la Suisse se positionne.» ([www.oecd.org/fr/sante/politique-setdomessurlasante/36959618.pdf](http://www.oecd.org/fr/sante/politique-setdomessurlasante/36959618.pdf)). «Rapport de l'OCDE/OMS, L'examen et les recommandations de l'OCDE et de l'OMS sur le système suisse de la santé», Delphine Sordat Fornerod, Office fédéral de la santé publique, Sécurité sociale CHSS, 1/2007

## L'Allemagne doit redevenir un Etat de droit

par Karl Müller

Le 10 septembre, la nouvelle année scolaire a commencé dans notre pays voisin du Bade-Wurtemberg. Environ 40 écoles dites «communautaires» (*Gemeinschaftschulen*) débiteront pour la première fois leurs cours.

Les arguments éducatifs contre ce nouveau type d'école sont maintenant bien documentés ([www.arbeitskreis-schule-und-bildung.de](http://www.arbeitskreis-schule-und-bildung.de)). D'un point de vue de droit politique et constitutionnel et bien que les transformations faites dans la loi sur l'éducation soient amendées par les partis vert et rouge du Parlement du Bade-Wurtemberg, il faut signaler que le modèle de ce type d'école est très discutable. Car la Constitution du Land Bade-Wurtemberg est, avec ses objectifs pédagogiques clairs, toujours valable. Comme par le passé, les paragraphes introductifs de la loi sur l'éducation du Bade-Wurtemberg restent valides, y compris la Constitution du Land sur la base des objectifs pédagogiques pour les enseignants dans les écoles publiques. Le modèle de l'école dite «communautaire» a des objectifs qui conduisent dans une direction diamétralement opposée.

De tels développements sont particulièrement regrettables quand la législation allemande n'a plus la maîtrise des lois allemandes qu'il met en place, mais que des majorités parlementaires suivent d'autres maîtres et oublient leurs électeurs. A cet égard, l'actuelle pratique parlementaire allemande viole la démocratie représentative et ses idéaux ainsi que ses principes constitutionnels. L'Allemagne se rapproche de plus en plus d'une forme très dangereuse d'état d'urgence.

Cela s'applique également à la législation dans le secteur de l'éducation. Concrètement, on parle du fait que des institutions telle que l'UE et l'OCDE (sous l'influence des Etats-Unis), nullement légitimées ni par la Constitution ni par la Loi, ont exercé ou essaient encore d'exercer une influence sur la législation allemande.

Une interview de la «Frankfurter Rundschau» (13/7/12) avec le «chef de PISA»

*Andreas Schleicher*, employé par l'OCDE, illustre cela de manière exemplaire. Dans cette interview se trouve une sorte de modèle pour ce qui doit être mis en œuvre dans le Bade-Wurtemberg avec les écoles dites «communautaires». Pour cela, il faudra contourner les traditions juridiques nationales et des contextes juridiques. La violation de la loi nationale est, dans le cadre du programme de destruction des Etats-nations, même voulue.

A quel point ces plans internationalistes sont hors normes et destructeurs, est illustré par exemple, par l'exigence de *Schleicher* d'une formation professionnelle plus académique. Malgré la protestation récente des experts locaux contre l'augmentation continue des taux de diplômés en Allemagne, et en même temps le constat du manque d'ouvriers qualifiés («*Mitteldeutsche Zeitung*» du 29/8/12: «L'augmentation du nombre d'étudiants constituée, du point de vue d'experts du marché du travail, une menace pour la compétitivité de l'économie allemande»; «*Berliner Zeitung*» du 30/8/12: «Beaucoup d'étudiants, peu d'apprentis – les universitaires sont de plus en plus un problème»).

La violation de la loi sur l'éducation est un des domaines, de plusieurs, où l'Etat de droit allemand perd de son autorité. Cela va de la continue participation allemande dans des guerres d'agression illégales, jusqu'à la préparation de missions anticonstitutionnelles de la Bundeswehr, à l'intérieur du pays contre ses propres citoyens (Centre d'exercices au combat, GÜZ, Altmark) et le mépris de la souveraineté des Etats voisins (attaques contre la Suisse, incitation au vol et au recel de données bancaires volées), jusqu'à la violation de traités internationaux, y compris dans le cadre des traités européens, et de l'attaque contre le droit budgétaire national et les droits de propriété des citoyens.

La dernière décision du Conseil de la Banque centrale européenne (BCE) fait éga-

# Le modèle pour la place d'armes allemande dans l'Altmark

La police américaine est maintenant «entraînée par le DHS israélien»

par Gordon Duff\*

La porte pour cette influence sur l'Amérique depuis l'étranger a été ouverte par le *Department of Homeland Security (DHS)*, en particulier par *Michael Chertoff*, un citoyen israélien, qui comme ancien directeur du DHS a joué un rôle extrêmement décisif pour la réalisation de mesures politiques mises en question comme anticonstitutionnelles; la nouvelle police «entraînée par les Israéliens» a maintenant l'ordre d'arrêter la résistance contre ces mesures politiques. Sur ordre du *Department of Homeland Security*, chaque station de police est peu à peu entraînée par des groupes israéliens.

Une partie de cette formation fera intervenir de plus en plus d'*uniformes militaires, de véhicules blindés, d'armes lourdes, une surveillance illégale, des mensonges envers la population, la presse et les tribunaux et l'influence systématique du système électoral.*

## Elle devient «israélienne»

«L'israélisation» de la police américaine est un processus simple:

- Militarisation totale de la police, des tactiques militaires, non-respect total du droit civil, de la constitution, des libertés citoyennes, de la liberté de parole et une croissance sans retenue du pouvoir centraliste avec une corruption sans limites; gouverner par l'argent et la criminalité organisée.
- Suppression systématique de la contradiction
- Introduction systématique d'intimidation pour contrôler le processus d'élection à tous les niveaux du gouvernement.
- Coordination sans faille avec l'armée et les groupes «internationalistes» afin de les préparer à des internements de masses, dont le nombre se comptera en millions.
- Intervention coordonnée de tout le pouvoir militaire, dont, - entre autre - des bombardements, attaques de tir par avions volant à basse altitude, artillerie lourde et exécutions par décision de cour martiale, les mêmes méthodes que les Israéliens utilisent tous les jours.

\* *Gordon Duff* est vétéran de la guerre du Vietnam au sein de la Marine, grenadier de combat et rédacteur en chef du journal *Veterans Today*. Au cours de sa carrière, il a fait beaucoup d'expériences dans le secteur bancaire international, et cela dans des domaines différents: il était conseiller en matière de lutte contre des insurrections, en technologie de surveillance, en analyses de services secrets, en technologies de défenses. En plus, il a travaillé comme diplomate auprès de l'ONU et «conseiller spécial». *Duff* travaille actuellement comme membre du comité de l'Adamus Group, une des plus grandes entreprises mondiales qui s'occupent de la technologie énergétique, et dans un institut financier privé, qui fait partie du groupe de la *Federal Reserve Bank*. *Gordon Duff* a voyagé dans plus de 80 pays. Ses articles sont publiés dans le monde entier et traduits dans beaucoup de langues. *Duff*, qui est analyste militaire pour la *PressTV* [iranienne] est régulièrement invité à la télévision ou à la radio, à la fois très apprécié, et parfois contesté. ([www.veteranstoday.com/author/gordonduff/](http://www.veteranstoday.com/author/gordonduff/))

## «L'Allemagne doit redevenir ...»

suite de la page 9

lement partie de cette série, selon laquelle il est maintenant possible d'acheter des obligations d'Etat de pays endettés, illimitées en nombre et en temps – le pays dont les représentants étaient les seuls à voter contre, doit payer le plus, à savoir 27%.

Que des députés allemands, le président de la *Deutsche Bundesbank*, des experts financiers de renom et des juristes ont soulevé l'illégalité de la décision de la BCE et maintenant, à l'unisson réclament le retour en droit, cela représente pourtant une petite lumière au bout du tunnel.

L'ancien juge à la Cour constitutionnelle fédérale, *Paul Kirchhof* écrit dans son livre publié récemment, «Deutschland im Schuldenog. Der Weg vom Bürger zum Bürger» (2012, ISBN 978-3-406-64043-8): «La crise a surgi parce que nous avons ignoré le droit. [...] Si nous avions respecté le droit, il n'y aurait pas de crise d'endettement. Par conséquent, il est grand temps de restaurer l'autorité du droit.»

– Encore plus de contrôle de la presse, se basant sur le modèle israélien avec deux aspects «contrôlés» l'un favorable au gouvernement, et un deuxième en «opposition contrôlée».

## Infiltration

Il est absolument nécessaire de distinguer les sociétés israéliennes de celles qui travaillent en relation avec le crime organisé quasi étatique en Amérique. Il est également nécessaire que les citoyens, avant tout les Américains d'origine juive, se rendent compte qu'une campagne systématique d'histoire contrôlée et retravaillée, et, ce qui est plus grave, d'événements instrumentalisés, coordonnées avec des groupes qui se présentent faussement comme les amis du peuple juif.

Ces groupes, dont plusieurs viennent à l'esprit, sont en réalité des groupes «Psyops» israéliens, qui en réalité collaborent activement avec des terroristes. Qu'est-ce que nous en disons?

90% du terrorisme mondial, y compris beaucoup d'événements comme des massacres collectifs, présentent tous le même modèle qui indique la participation d'organisations de services secrets. Presque toutes les «menaces terroristes» «annoncées dans une mise en scène» conduisent à des groupes qui sont directement liés aux mêmes gens qui se présentent à notre porte avec des remèdes pour une maladie qu'ils ont causée eux-mêmes.

«Lorsque j'étais à Abuja, Nigeria, trois semaines avant l'attentat, j'ai rencontré dans un poste de police nationale, le chef de la Sécurité, *Gordon Obua*, un ami, et je lui ai rapporté les choses suivantes:

Nous avons identifié le quartier général de la police nationale comme cible possible d'une attaque. Il a une porte et un parking qui ne sont pas surveillés et il est proche du palais présidentiel. Nous prévoyons qu'une voiture piégée sera amenée là pour exploser et qu'un autre attentat aux explosifs suivra. Lors de ces attentats vous serez contactés par une société de sécurité qui vous offrira, avec forte corruption, pas seulement de la protection.»

La rencontre a eu lieu dans la suite présidentielle du *Transcon Hilton* à Abuja, mon équipe juridique en était témoin. Les attentats décrits ci-dessus ont eu lieu exactement trois semaines plus tard et la société qui était arrivée avec une valise pleine d'argent et la promesse de faire d'Abuja une belle ville, une «forteresse Abuja», fait partie de ceux qui entraînent aujourd'hui la police américaine.

Le même groupe est soupçonné d'avoir commis un attentat à la bombe le 1<sup>er</sup> janvier 2011 sur une église chrétienne à Alexandrie, en Egypte – une autre attaque à voiture piégée. De même les attentats à la bombe qui ont eu lieu récemment au Cameroun, au Kenya, en Tanzanie ont les mêmes «empreintes digitales».

Le même groupe a «fomenté» le «bombardier aux culottes» de Detroit.

De même les responsables israéliens qui ont travaillé avec *Abdullah Mohamed* au Yémen et qui l'ont accompagné avec une bombe dans un avion vers les USA – sans billet ni passeport ni visa, comme deux avocats de la région de Detroit, *Kurt et Lori Haskell*, l'ont vécu – ils entraînent la police américaine.

Nous voyons cela à répétition: Police, gouvernement, et terroristes, c'est tout du même.

Naturellement peu d'Américains savent que le «porte-parole» du groupe appelé «Al-Qaïda» est en fait un Américain du nom d'*Adam Perlman*, dont le grand-père a participé à la fondation de l'*Anti-Defamation-League (ADL)*.<sup>1</sup>

Pour beaucoup, le terrorisme est une affaire commerciale, comparable au marchand de pneus, qui sème des clous sur les routes des environs, bien des sociétés de «défense contre le terrorisme» ont plus d'expérience à construire des voitures piégées que de les trouver.

## Pourquoi l'Amérique?

Des sociétés de sécurité israéliennes, composées en majorité de membres actifs du Mossad et d'anciens militaires israéliens, ont

commencé à travailler partout en Afrique. Le know-how israélien de mettre sur écoute sur ordre des partis au pouvoir leur a ouvert les portes. Leurs connaissances techniques, connues dans les scandales *Murdoch/News of the World* en Grande Bretagne, sont excellentes.

Ils ont même été capables de mettre sur écoute les trois Premiers ministres, des membres de la famille royale, les directeurs de la police et des agences nationales de sécurité, des membres importants des commissions parlementaires et une poignée de célébrités. L'équipement pour tout cela coûte des millions, ne peut être amené dans un pays que dans les bagages diplomatiques et son intervention est de l'espionnage, ainsi on attise largement l'écoute illégale et non réglée qui devient ainsi absolument incalculable.

Des centaines de ces unités existent dans des départements de police américaine pour pouvoir suivre, sur ordre du *Department of Homeland Security* la trace de groupements, dont ils ont l'impression qu'ils devraient être surveillés, bien que des décisions de justice aient aboli le *Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA)* comme anticonstitutionnel.

Parmi les groupes surveillés se trouvent des organisations de vétérans, le mouvement *Tea Party*, des groupes religieux chrétiens, musulmans et juifs, des syndicats, des organisations professionnelles et des membres du gouvernement, des fonctionnaires de police, des membres des autorités judiciaires et des organisations contre la drogue.

D'anciens militaires américains, même les estropiés et les mutilés se retrouvent maintenant à la tête de la liste «surveillance de terroristes».

## Corruption

En réalité, l'Amérique a depuis longtemps la renommée d'avoir des organisations de police corrompues. Toutes les quelques années il y a une investigation dans chaque ville d'une certaine grandeur, qui amène le commissaire de police et beaucoup de hauts fonctionnaires en prison.

Une fois, *Bernie Kerik*, le candidat au poste de chef du *Department of Homeland Security* et ancien commissaire de police de la ville de New York [2000–2001] et Ministre de l'intérieur de l'Irak sous le gouvernement intérimaire des USA après l'invasion de 2003.

Kerik est en prison, initialement il a été accusé de 16 crimes, dont quelques-uns commis pendant sa fonction en Irak, et il devait affronter une peine de 142 ans et des millions d'amende. Après un deal dans la procédure pénale, il n'a purgé qu'une peine de 4 ans. Avant que Kerik soit devenu commissaire de police de New York [2000–2001] et Ministre de l'intérieur en Irak [2003] et qu'il ait fallu [2004] reprendre l'activité de la plus grande autorité des Etats-Unis, il était le chauffeur du maire de New York *Rudy Giuliani*.

Toute ville américaine d'une certaine grandeur et la plupart des départements plutôt petits, dont existent des milliers, ont été «reconvertis» pour ne pas lutter contre la corruption, mais pour être armés pour la guerre civile, instruits pour pouvoir collaborer directement avec du personnel militaire pour surveiller l'Amérique; tout cela en consensus avec des stratégies politiques non publiées, annoncées par erreur par un chef d'armée, le général *Odierno*, publié dans son article pour le *Council of Foreign Relations* dans l'édition mai/juin de *Foreign Affairs*: «Là où cela semble opportun nous assignerons aux fonctionnaires civils aussi des forces armées en service actif, spécialement de ceux qui ont des capacités et équipements spéciaux, afin de les équiper d'un jeu robuste de possibilités de réaction rapides et fiables.»

En ce qui concerne le *Department of Homeland Security* qui dirige la reprise israélienne de la police américaine, *David Rittgers* de l'*Institut Cato* constate:

«Une longue liste de rapports des Fusion Centers<sup>2</sup> et du DHS désignent de larges milieux du public comme menace à la sécu-

rité nationale. Le Fusion Center du Texas du Nord a désigné les lobbyistes musulmans comme menace potentielle; un analyste du DHS au Wisconsin ajoute que les activistes pour et aussi bien les activistes contre l'avortement seraient inquiétants; un commanditaire du *Homeland Security* de Pennsylvanie a observé des activistes pour l'environnement, des groupes de *Tea Party* et une assemblée concernant le deuxième article ajouté [de la Constitution des USA concernant le port d'armes]; la police de l'Etat de Maryland a enregistré des activistes contre la peine de mort et des activistes contre la guerre dans une banque de données fédérale sur le terrorisme; un Fusion Center au Missouri a trouvé que tous les électeurs d'un troisième parti et tous ceux qui soutiennent *Ron Paul* représentaient une menace [...]»

*Wikipédia* cite ce qui suit sur la qualité du management et du personnel du DHS – en soi déjà un scandale national: «En juillet 2006, le bureau pour la gestion du personnel a effectué un sondage auprès des employés fédéraux dans toutes les 36 administrations concernant la satisfaction au travail, et comment ils ressentent la gestion par l'administration concernée. Le DHS s'est trouvé dans presque toutes les catégories à la dernière place, entre autre:

- au rang 33 de l'index pour le développement des collaborateurs,
- au rang 35 de l'index de direction et du management du savoir,
- au rang 36 de l'index sur la satisfaction au travail,
- au rang 36 de l'index sur la culture de rendement orienté sur les résultats.

Les estimations basses se réfèrent à des réserves concernant une supervision fondamentale, le management et la direction au sein de cette administration. Des exemples du sondage montrent que la plupart des réserves reposent sur la question de savoir si les avancements et les augmentations de salaire se basent sur les mérites, s'ils traitent le comportement lors de mauvais rendement, récompensent la créativité et des innovations, abordent la question de savoir si la direction crée une haute motivation chez les salariés, s'ils reconnaissent le travail bien fait, s'ils décèlent un manque de satisfaction dans les différentes parties de la stratégie et du processus, et s'ils manquent d'information au sujet de ce qui se passe au sein de l'organisation.»

## Création d'un Etat policier parfait

Le visage visible de la reprise totale de l'Amérique, c'est le candidat *Mitt Romney* – lié par serment pour commencer une guerre mondiale pour Israël – et ses soutiens *Sheldon Adelson*, le chef des jeux de hasard de Las Vegas et la Chine; les frères *Koch*<sup>3</sup> et le Lobby pour Israël, dont on dit qu'il contrôle le Congrès américain, mais en tout cas certainement à 100% le parti républicain.

## Manipulations des prix de l'essence par le terrorisme

Le prix de l'essence dans le monde est dirigé par les frères Koch qui gèrent les marchés à terme. Les prix des carburants n'ont aucune relation avec les coûts du pétrole, mais ils sont manipulés pour servir les intérêts politiques des deux milliardaires israélo-américains aux idées extrémistes.

Ces deux dernières semaines plusieurs «accidents» ont eu lieu dans des raffineries et dans des pipelines. En réalité, c'étaient des attaques terroristes par lesquelles le rendement de la production des raffineries aux USA a été considérablement réduit, et tous les pipelines du Proche Orient et à l'intérieur des USA ont été bloqués.

Aucun de ces accidents n'a été rapporté dans la presse – et il s'agissait bien de terrorisme. A cela il n'y a qu'une seule raison, c'est que celui qui, dans une année électorale, profite de problèmes économiques, c'est *Mitt Romney* et la fraction *Likud* en Israël, ceux qui soutiennent une guerre contre l'Iran, laquelle ne sera pas menée par Israël, mais bien sûr par les Etats-Unis.

# L'Afghanistan, un porte-avions américain insubmersible

par *Matin Baraki\**

Les attentats du 11 septembre 2001 ont servi de motif pour la guerre contre l'Afghanistan bien que celle-ci ait été planifiée longtemps auparavant. Selon la «Washington Post» du 19 décembre 2000, l'administration Clinton avait déjà envisagé neuf mois auparavant une guerre au Hindou Kouch. A ce sujet, il y avait eu des consultations avec les gouvernements de la Russie et de l'Ouzbékistan. Etant donné que le gouvernement ouzbek avait refusé de mettre à disposition son territoire pour une attaque américaine contre l'Afghanistan, la guerre a d'abord dû être remise. L'ancien ministre des Affaires étrangères du Pakistan *Naiiz Naik* a aussi confirmé que la guerre contre l'Afghanistan avait été décidée avant le 11 septembre, car en juillet 2001, son gouvernement en avait été informé par les Etats-Unis. Fin septembre 2006, l'ancien président américain *Bill Clinton* s'est vanté d'avoir planifié une guerre contre l'Afghanistan. Cette guerre, tout comme celle contre l'Irak, était un composant de la «Greater Middle East Initiative» des néo-conservateurs.

Après l'expulsion des Talibans en 2001, il avait existé une réelle chance de rétablir un Etat en Afghanistan. Encore pendant la guerre contre l'Afghanistan, une conférence internationale à Bonn (Petersberg) a eu lieu fin 2001 sous l'égide de l'ONU, où on a posé les bases du statut futur du pays. Suite à la pression de la vingtaine de représentants américains, on a formé, avec la participation de trois groupes islamistes et un groupe monarchiste, un gouvernement pour Kaboul. *Hamid*

\* *Matin Baraki* enseigne la politique internationale à l'Université de Marburg.

## «Le modèle pour la place d'armes ...»

suite de la page 10

### Modèle

Aussi bien lors des massacres de masse – que ce soit la crise de folie meurtrière il y a quelques années à la *Colombine High School*, l'attaque contre *Gabby Giffords* à Tucson, ou bien d'autres encore – que les attaques à l'Anthrax qui maintenant sont mises en relation avec notre propre gouvernement, jusqu'au sniper à Washington DC, la police et les autorités fédérales ont émis de faux bulletins de presse, qui ont parfois paru sur le lieu du crime longtemps après le temps normal de réaction, ou bien ils auraient aussi bien pu y participer.

### Le terrorisme, c'est l'accomplissement des lois

Comme le montre une analyse soignée, les groupes qui entraînent notre police sont, sinon identiques, en tout cas étroitement liés aux groupes qui sont soupçonnés d'être les mêmes terroristes qui soutiennent les terroristes en Afrique et au Proche Orient.

Est-ce que on devrait marquer sur nos vitures de police: «Protéger et servir, entraîné par des terroristes, le Grand Frère veille»? •

Source: *PressTV* du 2/8/12

(Traduction *Horizons et débats*)

Remarques de la rédaction:

<sup>1</sup> L'Anti-Defamation-League (Association contre la diffamation) est une organisation américaine, dont le site principal est à New York City, et a été fondée en 1913 «pour combattre l'antisémitisme et toutes les formes de bigoterie aux USA et à l'étranger». Elle est membre de l'*American Public Affairs Committee* (AIPAC). (cf. [www.adl.org](http://www.adl.org), Wikipédia)

<sup>2</sup> *Fusion Centers*: Institutions fondées entre 2003 et 2007 du *Department of Homeland Security* et du département de justice pour échanger des informations de services secrets entre les autorités fédérales, des autorités locales et des organisations non étatiques.

Le département de justice définit: «Un *Fusion Center* est un mécanisme efficace pour l'échange d'informations et d'informations de services secrets, pour la maximisation de ressources, l'optimisation d'opérations et pour l'amélioration de la capacité de combat contre les crimes et la criminalité en rassemblant des données d'une multitude de sources. En outre les *Fusion Centers* représentent un canal pour la réalisation de parties du *National Criminal Intelligence Sharing Plan* (NCISP).»

<sup>3</sup> Deux industriels, connus comme milliardaires du pétrole. *Koch Industries* est une entreprise américaine sise à Wichita, Kansas. L'entreprise mixte est active dans 50 pays entre autre dans les domaines de production de pétrole de chimie, d'énergie, d'asphalte, de gaz naturel, d'engrais chimiques, d'alimentation et de plastique. *Koch Industries* est la deuxième société non cotée en bourse des Etats-Unis. (Données de Forbes de 2009).

*Karsai*, qui depuis le début de la guerre civile afghane avait entretenu des liens étroits avec le CIA, a été élu Premier ministre par intérim. Comme ce gouvernement n'avait ni légitimation, ni soutien en Afghanistan, il avait été accompagné à Kaboul par une force de sécurité des Etats de l'OTAN et y avait par la suite été protégé. Ainsi, l'OTAN avait favorisé une «solution» militaire du conflit. Dès lors, l'Afghanistan est devenu un véritable lieu d'entraînement pour les Etats-Unis et l'OTAN, où l'on peut tester en situation de guerre réelle les armes les plus sophistiquées, la capacité d'engagement des soldats, le développement ultérieur et la capacité d'engagement des drones américaines, le dernier modèle du Mirage français et les nouveaux véhicules blindés de la *Bundeswehr*.

Suite aux Accords de Bonn, *Karsai* a été élu président en 2002, lors d'une réunion du Conseil où 24 votes supplémentaires au nombre des députés présents ont été déposées. Préalablement à cette élection, les Etats-Unis ont acheté pour 10 millions de dollars des votes en sa faveur. Le «New York Times» a décrit la façon dont l'élection s'était faite comme «action américaine grossière». Lors de cette «action» étaient présents l'ONU et l'UE ainsi que les USA en tant qu'acteur principal avec leur ambassadeur *Zalmay Khalilzad*. Toutes les décisions ont été prises soit dans le bureau de *Karsai*, soit dans l'ambassade américaine. Les représentants de l'ONU et de l'UE ont accepté toutes les décisions prises. Ainsi, ils ont perdu leur neutralité et leur crédibilité. Il n'était ensuite que logique que l'OTAN ait décidé, au Sommet d'Istanbul du 28 juin 2004, la sousmission de la force de sécurité «International Security Assistance Force» (Isaf) sous le commandement de l'OTAN. Selon un plan d'opération du quartier général de l'OTAN, le pays a été divisé en quatre secteurs que les occupants se sont repartis. De ce fait, la fonction de surveillance de l'ONU, la souveraineté et l'indépendance de l'Afghanistan ont été supprimées. Cette humiliation des Afghans a été un terrain favorable pour le développement de la résistance. Comme les USA veulent rester très longtemps dans le pays, ils ont créé les conditions préalables nécessaires à cela.

### L'économie afghane détruite intentionnellement

Encore avant les élections présidentielles de 2005, *Karsai* avait convoqué une prétendue «Conférence nationale», à laquelle ont participé 100 personnes de son entourage qui lui ont donné pouvoir de conclure un contrat avec les Etats-Unis suite auquel l'armée américaine pouvait rester pour une période indéterminée en Afghanistan. Les contrats signés en 2011 et 2012 par *Karsai* avec l'OTAN et les contrats bilatéraux avec les USA, l'Allemagne et la Grande Bretagne permettent à ces pays de rester en Afghanistan, avec des conseillers et des formateurs, également au-delà du retrait des troupes de combat de l'OTAN qui se terminera en 2014. Ainsi, ce pays du Hindou Kouch devient une colonie militaire et continue d'être un porte-avions insubmersible des Etats-Unis et de l'OTAN. Etant donné que le cabinet de Kaboul est formé par près de 50% d'Afghans américains, le reste sont des Afghans européens et quelques chefs de guerre complaisants, l'OTAN n'a eu aucune peine d'exiger du Gouvernement fantôme de Kaboul n'importe quels contrats. Les conseillers américains présents dans tous les domaines de l'administration y jouent un rôle important. «Les contrats lient le faible au fort, mais jamais le fort au faible», constata *Jean-Jacques Rousseau*, il y a environ trois siècles.

A partir de 2002, l'administration *Karsai* a lancé une politique de la porte ouverte. Ainsi on a détruit l'économie afghane. Comme l'ancien ministre de l'Economie de Kaboul *Amin Farhang* a souligné, 99% de toute la marchandise était importée. On a pris à l'économie locale toute chance au développement, elle n'exporte presque rien. L'Allemagne par exemple a livré en 2010 à l'Afghanistan des marchandises d'une valeur de 269 millions d'euros, tandis qu'à l'inverse c'étaient seulement 24 millions d'euros, surtout des tapis. Les «barons de l'héroïne» utilisent «le

boom économique» pour le blanchiment de l'argent. Ils investissent uniquement dans le segment du luxe tels les hôtels, les maisons et les denrées alimentaires pour les besoins des riches étrangers, au lieu de s'engager pour la reconstruction du pays ce qui pourrait mener à l'amélioration de la situation de larges couches de la population. Eux et l'élite corrompue préfèrent apporter leurs dollars à l'étranger. L'ancien premier vice-président *Ahmad Zia Masud*, a été arrêté à l'aéroport de Doubaï avec 50 millions de dollars dans sa valise, puis on l'a libéré. Le 11 mars 2010, Tolo-TV a informé qu'on a demandé des comptes au sujet de la corruption à quinze politiciens de haut rang – entre autres des gouverneurs, des ambassadeurs, des généraux de la police et des membres du cabinet de *Karsai* tels *Sediq Tschakari*, ministre du Pèlerinage et des Affaires religieuses, *Rafi Atasch*, président de l'aviation, *Wahidullah Schahrani*, ministre des Transports, et le ministre de l'Economie *Amin Farhang*. Ceci a été confirmé non seulement par le ministre de la Justice *Habibullah Ghaleb* devant le Parlement mais aussi par *Faqir Ahmad Faqiryar*, suppléant du procureur général, le 13 mars 2010 lors d'une conférence de presse. *Farhang* aurait détourné 4 millions de dollars du budget de son ministère. C'est ce qu'a confirmé le procureur général *Ishaq Aloko*. Selon le magazine *Spiegel*, *Farhang* aurait même détourné 19 millions de dollars. Comme *Farhang* possède un passeport allemand, il est retourné chez sa famille en République fédérale. Selon les dernières nouvelles, le ministre des Finances en fonction *Hazrat Omar Zakhelwal* a viré 1,8 millions de dollars sur ses comptes privés.

### Pauvreté et violence sexuelle – résultats de l'occupation par l'OTAN

Depuis que l'OTAN a annoncé le retrait des troupes de combat, des millions de dollars quittent chaque jour le pays de manière illécite. Le président de la banque centrale a officiellement déclaré qu'au cours de 2011, plus de 4 milliards de dollars ont été transférés hors du pays, une somme qui correspond au budget annuel du gouvernement.

La situation de la population par contre s'aggrave de plus en plus. A de nombreux endroits, le taux de chômage atteint 70%, dans l'Est et dans le Sud même 90%. Entre-temps, 80% de la population y sympathisent avec les Talibans. «80% de la population afghane vivent près du minimum vital. Chaque année, un million de jeunes gens se bousculent sur le marché du travail.» Voilà le résultat de l'occupation de l'Afghanistan par l'OTAN qui a duré 11 ans. Jadis, on avait promis aux Afghans des paysages fleuris. Depuis 11 ans, ils sont confrontés à la situation que l'Occident leur «débite des mensonges et leur fait de fausses promesses». Même à Kaboul, l'approvisionnement en eau et en électricité ne fonctionne pas. Suite à la situation hygiénique désastreuse, il y a eu plusieurs épidémies de choléra au cours des mois chauds d'été. Quant aux loyers dans les villes, ils sont devenus impayables pour les simples citoyens.

Les femmes afghanes ont beaucoup d'ennemis: la pauvreté, la violence quotidienne et les rapt. «Le taux des viols a énormément augmenté, ce qui est complètement atypique pour notre pays», déclare *Zoya*, une militante de l'organisation féministe d'inspiration maoïste «Revolutionary Association of the Women of Afghanistan» (RAWA). Etant donné que les violeurs n'ont pas à craindre de punition digne de ce nom, les femmes sont des hors-la-loi. En plus, le viol passe pour acte sexuel extra-conjugal pour lequel les femmes peuvent mêmes être soumises à la lapidation. «Ce n'est que récemment que le président *Karsai* a gracié les violeurs d'une jeune fille de douze ans.» Et un assistant international a expliqué à «Amnesty international»: «Si, du temps des Talibans, une femme allait au marché en laissant entrevoir un bout de sa peau, elle était fouettée – aujourd'hui, elle est violée.»

Il y aurait bien eu une alternative aux indicibles accords de Bonn, mais elle n'a jamais été prise en considération. La voie royale vers la pacification de l'Afghanistan aurait été la formation d'un gouvernement représentatif. Sous les plus sévères contrôles, non pas de la «Communauté internationale», mais des pays

non-alignés, de la Conférence des pays musulmans, des syndicats internationaux, des organisations pour la paix et pour la défense des droits des femmes auraient dû organiser des élections pour une réunion de conseil dont les membres auraient élu un gouvernement provisoire et des Commissions pour l'élaboration d'une Constitution et des lois concernant les partis et les élections. Un gouvernement élu par le peuple n'aurait rien eu à craindre, même à Kaboul. Si, au pire des cas, une protection militaire avait été nécessaire pour un certain temps, on aurait pu faire appel aux pays non-alignés et aux pays musulmans. Ainsi, on aurait pu couper l'herbe sous les pieds des islamistes, puisque ainsi, l'Afghanistan n'aurait pas été occupée par des «chrétiens incroyants» et par le «Grand Satan». Mais, dès le début, on ne voulait pas d'une telle alternative. Il n'est pourtant pas trop tard pour corriger les erreurs de Bonn.

La reconstruction qui, d'après la formule du «Senlis Council», équivaudrait à une «guerre contre la faim» doit être prioritaire. Les milliards de dollars promis au pays lors des diverses conférences internationales donatrices refluent dans les pays donateurs, par le biais des 6000 organisations non-gouvernementales (ONG) stationnées à Kaboul et munies de plein-pouvoirs, travaillant «souvent l'une contre l'autre au lieu de coopérer». Les entreprises indigènes ne reçoivent pratiquement jamais des commandes d'eux. *Ramazan Bachardoust*, un Franco-afghan nommé ministre aux Planifications, a été destitué de ses fonctions par *Karsai* aussitôt qu'il voulut rendre public les machinations des ONG qu'il avait découvertes et qu'il nommait la «nouvelle Al-Qaïda d'Afghanistan».

### 500 000 victimes civiles

La perspective économique pour l'Afghanistan est celle d'abandonner les structures économiques «coloniales» et de créer une coopération économique régionale avec les voisins les plus développés tels que l'Inde, la Chine, l'Iran, le Pakistan ainsi que de participer à une coopération Sud-Sud.

La «solution militaire» favorisée par l'OTAN, n'est certainement pas une solution, c'est un énorme «destructeur de ressources». Entre 2002 et 2006, on a dépensé en Afghanistan 82,5 milliards de dollars pour la guerre, pour la reconstruction que 7,3 milliards. «Ainsi les dépenses militaires dépassent les moyens d'aide de 900%.» La guerre coûte chaque semaine 1,5 milliards de dollars. Selon des sources officielles, les coûts de cette guerre uniquement pour les Etats-Unis s'élèvent à 440 milliards de dollars jusqu'à fin 2011. L'engagement de la *Bundeswehr* a coûté plus de 536 millions d'euros en 2008, et environ 690 millions en 2009. Le «Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung» (DIW) indique des coûts s'élevant entre 2,5 à 3 milliards d'euros par an. *Tilman Brück*, directeur du département de l'économie du DIW, a déclaré en 2010 que même «avec un retrait de l'Allemagne en 2011, la guerre coûterait en tout entre 18 et 33 milliards d'euros». Le fait de tuer un seul Taliban occasionne déjà des frais de 100 millions de dollars.

Lors d'une conférence à Tokyo en 2012, les participants ont promis à l'Afghanistan 16 milliards de dollars pour les quatre prochaines années. En compensation de ces dons, *Karsai* – dont le pays est vice-champion du monde en corruption et champion du monde pour la production de drogues – a promis de lutter contre la corruption. «Si l'on faisait passer en jugement tous les corrompus, on n'aurait pratiquement plus de gouvernement», a déclaré le 9 juillet 2012 le journal «Aschte Sob» qui paraît à Kaboul. En outre, *Karsai* a rassemblé autour de lui en tant que «conseillers» 110 chefs de guerre, criminels de guerre et barons de l'héroïne. Chacun d'eux touche un salaire mensuel de 5000 dollars. Un grand nombre d'entre eux ne se sont pas même entretenus avec *Karsai* une fois par an. Si ceux-ci et d'autres personnes de l'entourage de *Karsai* avaient des passeports serbes, ils auraient tous, sans exceptions, été convoqués devant la Cour internationale de Justice à La Haye.

Suite page 12

## Le centre écologique de Langenbruck s'engage depuis plus de 30 ans pour un avenir vivable

«Nous sommes une organisation privée à but non lucratif. Comme précurseur, émetteur d'impulsions et comme partenaire orienté vers la pratique dans des défis technologiques et sociaux, nous apportons notre contribution à un avenir vivable pour les générations futures.

Nous faisons des recherches, nous développons et enseignons depuis plus de 30 ans dans les domaines des énergies renouvelables et des ressources, nous réalisons des commandes de l'économie et de la société ou initions nos propres projets. Nous pensons de manière globale et indépendante, nous restons constants en ce qui concerne le contenu et garantissons par notre longue expérience une réalisation orientée selon la pratique et les objectifs.

Nous et nos partenaires de projets

- partageons une pensée et une action orientée vers la durabilité et la conservation de marges de manœuvres de développement,
- exposons nos principes, ce qui mène à une collaboration honnête et avantageuse pour les deux parties,
- apprécions l'environnement créatif dans lequel naissent des idées futuristes et innovatrices par une manière de pensée ouverte et parfois non conventionnelle,
- tenons à une approche globale dans le développement de technologies tolérant les erreurs et adaptées à diverses situations,
- respectons la franchise, le respect et l'estime dans le développement et la réalisation des projets communs.»

Source: [www.oekozentrum.ch](http://www.oekozentrum.ch) (Traduction Horizons et débats)



## 33 Jahre Ökozentrum – feiern Sie mit uns!

### Projekte im Fokus

- Erleben Sie Energie hautnah
- Testen Sie Trockenfrüchte aus unserer Entwicklungszusammenarbeit in Burkina Faso
- Blicken Sie in die Zukunft der Energieversorgung
- Erfahren Sie mehr über die Forschung für effiziente und schadstoffarme Holzfeuerungen
- Gehen Sie auf Tuchfühlung mit dem Elektro-Roadster SMILE
- Besichtigen Sie die neuartige Turbine, die Schwachgas in Strom umwandelt
- Konsum und seine globalen Folgen – wie können Sie handeln?
- Wegweisender Bau der Forschungshalle nach Minergie P eco (o.Z.)

### Verpflegung Regionale Köstlichkeiten zu fairen Preisen

### Vortrag «Peak Oil» 16 Uhr

Dr. Daniele Ganser, Swiss Institute for Peace and Energy Research SIPER, Basel.  
«Unsere Erdölförderung hat den Zenit bereits überschritten, mehr ist nicht möglich – über Herausforderungen und Chancen des Peak Oil.»

Mit anschließendem Apéro, offeriert vom Ökozentrum.

Musik ab 18 Uhr rundet das «Trio Matto» den erlebnisreichen Tag ab.

Die Anreise mit dem ÖV wird empfohlen.  
Weitere Informationen auf [www.oekozentrum.ch](http://www.oekozentrum.ch)

Ökozentrum | Schwengiweg 12 | 4438 Langenbruck | [www.oekozentrum.ch](http://www.oekozentrum.ch) | T +41 (0)62 387 31 54

### «L'Afghanistan, un porte-avions ...»

suite de la page 11

Pour que l'OTAN puisse retirer ses forces de combat sans perte de face, elle a créé les conditions pour «afghaniser» la guerre. Elle a formé et équipé environ 500 000 combattants, dont 352 000 soldats de l'Armée nationale afghane. Or, les Etats-Unis veulent faire des économies et prévoient de réduire d'ici à 2016 les effectifs de ces forces de sécurité à 228 000 hommes. Ainsi 125 000 combattants bien entraînés et équipés seront au chômage et rejoindront les rangs de la résistance. Voilà un beau cadeau d'adieu des Etats-Unis pour les Talibans!

D'après les enquêtes de *Tariq Ali*, journaliste anglo-pakistanaï, cette guerre avait, jusqu'en 2008, déjà provoqué 100 fois plus de morts dans la population civile afghane que les attentats à Manhattan, c'est-à-dire 300 000. Selon des observateurs sur place, le nombre des victimes civiles auraient déjà dépassé les 500 000.

Il est donc extrêmement urgent que l'OTAN abandonne sa stratégie belliciste afin d'empêcher que l'Afghanistan soit pris dans une spirale de violence incontrôlée et que la région limitrophe soit encore plus déstabilisée. Le Pakistan est actuellement au bord d'une guerre civile. Si cette puissance nucléaire avec d'importants groupes islamistes sombrait réellement dans une guerre civile, le conflit afghan nous semblerait être presque une bagatelle.

(Traduction *Horizons et débats*)

### Courrier des lecteurs

## En quoi consiste l'essentiel du référendum contre les trois accords fiscaux?

La considération de soumettre les accords fiscaux au référendum est plus actuelle et plus urgente que jamais. Avant tout, parce qu'il nous faut une discussion nationale, même un retour à l'essentiel concernant ces questions-là. *Horizons et débats* a contribué à cette discussion en évoquant les aspects essentiels dans son numéro 36. Il en ressort clairement qu'il y a des bases juridiques qui donnent des priorités et des points forts dans le «pêle-mêle» dominant aujourd'hui. L'opinion publiée a eu un effet durable par sa campagne.

Il est à retenir que l'Etat est le premier à respecter son engagement selon le droit international et les lois nationales, et qu'il sert de modèle pour ses citoyens; dans ce cas, cela veut dire qu'il doit respecter le procédé prévu au cas où il y a des problèmes entre les pays. Dans la question fiscale, il existe un chemin prévu. Avec l'achat des CDs, ce chemin a été abandonné de diverses manières, voire méprisé; concernant les traités à ratifier, il a été plus ou moins respecté.

Il est vrai qu'on a négocié entre gouvernements, même si le jugement du résultat diffère beaucoup et qu'on peut avoir avis différent. Il semble que le gouvernement suisse ait été mis sous pression. Le public a été aligné par la presse avec des arguments massues: nous cacherions de l'argent noir en masse et empê-

cherions une imposition juste par les autorités financières allemandes. Comme s'il n'y avait pas d'économies en francs, monnaie apparemment sûre, imposées correctement sur les comptes en Suisse. En plus, il est scandaleux que les autorités mettent les données des employés des banques à disposition des autorités étrangères. Au sujet de ces questions, l'Association des avocats suisses et allemands ainsi que le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence sont aussi intervenus.

Il est d'ailleurs question de quelques banques et non pas de la Suisse elle-même. Si des banques ont rompu des lois étrangères à l'étranger, il faut leur demander des comptes là-bas. Mais apparemment il ne s'agit pas de cela, mais bien plutôt que la Suisse abandonne sa législation nationale et encore indépendante, et reprenne – lentement, mais sûrement – les paragraphes étrangers souhaités. Sinon, l'on aborderait les problèmes autrement. C'est l'essentiel de cette affaire. Et voilà pourquoi le référendum contre les accords fiscaux avec l'Allemagne, l'Autriche et la Grande-Bretagne doit passer. Notre souveraineté est *notre* affaire, et ceci doit être discuté et voté.

Roland Güttinger

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

### Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

### Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

### Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: [hd@zeit-fragen.ch](mailto:hd@zeit-fragen.ch)

Internet: [www.horizons-et-debats.ch](http://www.horizons-et-debats.ch)

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

### Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».